



ARBECOS ET LES ŒUVRES SOCIALES AU BÉNIN
Chakira Salami
 comme Mère Theresa



POUR SOUTENIR LE PRÉSIDENT TALON
Karim da Silva et Désiré
 Kitoï se donnent la main



Magazine d'Informations et d'analyses ▶ N°007 Septembre - Octobre 2020



Présidentielles de 2021 au Bénin

Patrice Talon doit être **CANDIDAT**

▶ ROUTE PORTO-NOVO-MISSÉRETÉ-POBÈ
Les exploits de la Société OFMAS

▶ PRÉSIDENTIELLES DE 2021 AU CONGO
Denis Sassou-Nguesso
 pour continuer l'œuvre



La SOBEMAP FAIT DE L'ECOUTE DE SES CLIENTS, UNE PRIORITE

La SOBEMAP s'est engagée depuis plus d'une décennie dans la démarche qualité matérialisée par la mise en place d'un Système de Management de la Qualité. Cette démarche volontariste de progrès permanent, d'amélioration continue l'a permise d'obtenir la certification ISO 9001 de ses activités de manutention, de consignation et de transit. Cette certification est la reconnaissance que les activités de la SOBEMAP se déroulent au port de Cotonou conformément aux exigences de la norme ISO 9001. C'est une option stratégique de la Direction Générale de la SOBEMAP pour améliorer les performances à tous les niveaux.

En effet, le but de toute entreprise est de croître et de se pérenniser. Mais cette croissance ne peut se réaliser sans les clients qui exigent en permanence la satisfaction de leurs besoins et attentes. Le client se révèle donc être l'acteur principal à prendre en compte dans le management de l'entreprise.

C'est dans cette optique que la SOBEMAP fait de la satisfaction des clients sa priorité à travers des actions de conformité aux exigences de la norme ISO 9000 V 2015. Sachant qu'elle dépend de ses clients, elle a mis au cœur de sa préoccupation :

- l'identification des besoins et attentes du client ;
- la satisfaction des besoins et attentes du client ;
- la mesure de la satisfaction du client aux prestations offertes par la SOBEMAP.

Pour l'identification des besoins et attentes des clients, la SOBEMAP a mis en place un système de communication permanent avec ces derniers. C'est le cas par exemple de l'instauration des réunions de préparation d'escale des navires en présence de ses clients (consignataires et transitaires). Ces réunions permettent de faire la revue des besoins et attentes des clients en application des exigences de la norme ISO 9001 : 2015. Elles consistent

à apprêter les matériels de manutention adéquats en rapport avec le type de cargaison, les équipes appropriées, la fixation des rendements journaliers, etc.

La satisfaction des clients est mesurée par :

- les réunions de débriefing : elles consistent à faire quotidiennement une évaluation des rendements pour un réajustement éventuel des objectifs prédéfinis ;
- les visites clientèles pour avoir un retour d'informations par rapport aux prestations offertes aux clients ;
- l'analyse des fiches d'enquête de satisfaction des clients qui sont renseignées par les consignataires juste à la fin du traitement de chaque navire.

Pour donner suite aux plaintes des clients, il a été mis en place le Bureau d'Assistance aux Clients (BAC) qui regroupe tous les responsables de la SOBEMAP en contact avec les clients. A l'occasion toutes les plaintes et suggestions des clients recensées sont étudiées et traitées.

Les enquêtes de satisfaction, le retour d'informations issues des visites clientèles et les réunions de débriefing concourent à la perception du niveau de satisfaction des clients relatif aux prestations qui leur sont offertes.

Somme toute, la Direction Générale de la SOBEMAP a mis en place des dispositifs pour se conformer aux dispositions de la norme ISO 9001 V 2015 en matière de satisfaction des clients. Du processus d'écoute clients à la surveillance et à la mesure en passant par la réponse aux exigences ainsi qu'aux plaintes des clients, les actions sont menées. C'est donc la raison fondamentale de l'obtention de sa certification ISO 9001.



SOBEMAP, LA FORCE D'UN PARTENAIRE !

Et les « siens » se taisaient ?



Mesmin AFANOU
Directeur de Publication

« La présidence de la République tient à rappeler aux uns et aux autres que ces pratiques ne sont conformes ni à la vision du Chef de l'Etat, ni à son combat contre le culte de la personnalité dans notre pays ». C'est ainsi que s'exprimait le 29 août 2020, le Secrétaire Général de la Présidence de la République du Bénin, Pascal Irénée Koupaki pour rappeler à l'ordre certainement les « siens » de Patrice Talon qui quelques jours plus tôt ont investi les monts et vallées du Bénin pour susciter sa candidature aux élections présidentielles de 2021.

Visiblement les auteurs des mouvements de soutiens et de suscitation de candidature du chef de l'Etat ont voué aux gémonies les principes cardinaux du régime de la rupture. Ils ont méprisé royalement même ce communiqué de la Direction de Communication de la Présidence de la République, qui déjà en 2017 invitait les militants et sympathisants du chef de l'Etat à «s'abstenir» de toute marche de soutien ou autres activités politiques similaires à l'égard du chef de l'Etat.

A huit mois des élections présidentielles, certains béninois, las du silence du chef de l'Etat, sur son éventuelle candidature en 2021, ont tôt fait de créer mille et un mouvements, aussi bien dans le rang des femmes de nos marchés, des artistes que celui des politiciens de fortune en pavoisant les carrefours et autres artères de nos villes et campagnes des effigies du locataire actuel du palais de la Marina en vue de l'obliger à se représenter en 2021. Les « affiches et posters à son effigie sont parfois apposés » donnant l'impression que nous sommes déjà en campagne. Toute chose pour nous rappeler le régime du Président Boni Yayi, dans lequel il ne se passait pas de weekend sans qu'on ne voit les « siens » dans les rues du pays marcher pour le porter au triomphe. Mais depuis 2016, le Bénin de Patrice Talon a rompu avec ses pratiques car il entend « exercer ses fonctions avec humilité ». Par ce communiqué, le président de la République bannit une fois encore le « culte de la personnalité » et par ricochet, il est entendu que les « siens » qui pleurent pour son retour en 2021 devraient se taire. Il leur est même ordonné de retirer lesdites affiches « sans délai ». Le même communiqué a rappelé au passage «qu'il est formellement interdit d'utiliser l'effigie du président de la République à ces fins, hors des périodes de campagne électorale l'impliquant ». Au lendemain de ce communiqué, tous les « siens » qui s'activaient dans les médias sociaux, sur les chaînes de télévision, dans la presse en général, ont rangé les casquettes, les T-shirts, les affiches et même les beaux discours relatant les réalisations inédites du régime de la rupture... On n'entend plus...

« Patrice Talon doit rempiler pour un second mandat à la tête du Bénin... Talon doit Revenir (TDR), la dynamique continue, Patrice Talon 10 ans, Patrice Talon 2021... Il y en a qui ont marché depuis l'intérieur du pays pour venir donner une caution pour le renouvellement du mandat du « prégo 10 ans ». Certains ont rampé, se sont mis à genou pour demander avec des pleurs le retour forcé du « agbonnon national » en 2021. D'autres ont même consulté le « fâ », le « gbèfa » ou le « tofa », et qui selon leur interprétation sera favorable au second mandat de Patrice Talon. Nous n'évoquons plus toutes les messes qui ont été célébrées au nom de son « OUI »... Les partisans de l'actuel chef de l'Etat ont fait tout le « boucan » qu'il fallait afin que le « Prégo » sente et ressente tout « l'amour » qu'ils portent à son égard. Les « siens » de Talon ne pouvaient pas supporter de le voir s'en aller juste après un mandat. Il doit « à tout prix » revenir. « Talon doit dire oui pour 2021 ». Et voilà, qu'au lieu de dire juste « OUI » aux « siens » il n'a trouvé rien d'autre que de leur demander de se taire, de vraiment tout ranger au risque de se faire poursuivre peut-être... « ces mouvements sont-ils invités à bien vouloir s'abstenir de rééditer lesdites pratiques ».

Ceci me rappelle bien cette pièce tragique d' Aimé Césaire... « et les chiens se taisaient » Nous osons espérer pour notre part que tout ceci n'était pas une « comédie ». Oui cette tragédie dans laquelle le héros qui est devenu zéro revit (ou ressasse) ses hésitations, ses élans, ses rêves, ses défaites, ses victoires ...

Aussi est-il important que nous continuons de nous demander et ceci après recul, ce qui pourrait motiver ces béninois à s'investir dans une pareille mission, celle de susciter par tous les moyens, la candidature du « compétiteur né », ravissant ainsi la vedette aux partis politiques. N'est-ce pas vrai que le premier des béninois avait dit devant toute la nation qu'il ne ferait juste qu'un « seul » mandat et passer ensuite le témoin à son successeur ? Il est aussi vrai que le Président Talon qui ne leur avait rien demandé a redressé le tort par ce communiqué. Un appel qui devrait sonner la fin de la récréation, la fin du culte de la personnalité. Les « siens » de Talon ont manqué de coordination dans les bonnes actions devant conduire à faire changer d'avis au Président. Et pourtant, il a dit entre temps sur le mandat unique, qu'il « avisera ».

Ce communiqué in fine est venu démontrer une fois encore que le Président Patrice Talon « n'a pas perdu le nord », qu'il est toujours serein et qu'il tient « avec beaucoup de rigueur et de méthode » à faire passer son «PAG» sans que les « siens » ne crient sur tous les toits, ses prometteuses et palpables réalisations en faveur du développement du Bénin. Les « siens » devraient laisser les réalisations du Président parler à sa place, ainsi il pourra allègrement aviser au moment opportun...

Mesmin AFANOU

EDITO

Et les « siens » se taisaient ?

Page 3

NATION

Présidentielle de 2021 au Bénin

- Le patriarche Karim da Silva et Désiré Kitoï se donnent la main pour la réélection de Patrice Talon

Pages 5-8

- Joël Aïvo avance

Page 7

- Que fera Eric Houndété ?

Page 8

- Les Fcbe auront-ils un candidat ?

Page 9

- L'opposition divisée ?

Page 10

Femmes politiques au Bénin : Claudine Affiavi Prudencio est-elle une exception ?

Pages 11-13

Politique de décentralisation : Le maire Rufino d'Almeida peut-il réussir ?

Pages 14-15

ECONOMIE

Route Porto-Novo-Missérété-Pobè : Les exploits de la société OFMAS

Pages 16-18

BREVES

Côte d'Ivoire : la justice confirme la radiation de Laurent Gbagbo de la liste électorale

Page 19

ENERGIE

Délestage au Bénin : Les prouesses du ministre Jean Claude Houssou

Pages 21-23

SOCIÉTÉ

Gestion des marchés publics : Armand Gansè, une compétence au service du marché Dantokpa

Pages 24-26

OPINION

Soixante ans d'indépendance du Bénin : Moukaram A. M. Badarou invite les Béninois à l'esprit citoyen

Pages 27-28

POLITIQUE

Présidentielle de 2021 : Patrice Talon doit être candidat

Pages 32-37

SANTE

La Polio est éradiquée en Afrique, affirme l'OMS

Page 39

ACTU

Arbecos et les œuvres sociales au Bénin : Chakira Salami comme mère Theresia

Pages 40-41

INTER

Présidentielle de 2021 au Congo : Denis Sassou Nguesso pour continuer l'œuvre

Pages 43-47

DIRECTION GENERALEDIRECTEUR GENERAL
Moukaram A. M. **BADAROU**ASSISTANTE DU DIRECTEUR
GENERAL/RESPONSABLE DU
SERVICE COMMERCIALMasmoudath **YESSOUFOU**
21 03 31 89 / 96 94 06 06**REDACTION**DIRECTEUR DE LA
PUBLICATIONMesmin **AFANOU**

REDACTEUR EN CHEF

Ismail **GNONRONFIN****EQUIPE DE LA REDACTION**Mesmin **AFANOU**Ismail **GNONRONFIN**Jules **BOCO**Charles Christel **ADOMASSE****DIRECTION TECHNIQUE**

CELLULE INFORMATIQUE

Razack **HOUNYEME**Léonard **TINDEDJROHOUN**

Tél : 97 24 32 31



N°007 Septembre - Octobre 2020





Présidentielles de 2021 au Bénin

Le patriarche Karim da Silva et Désiré Kitoyi se donnent la main pour la réélection de Patrice Talon

Les Présidentielles de 2021 s'annoncent gaiement pour le clan Talon. A quelques mois de l'élection présidentielle, des mouvements dits "renouvellement de mandat pour Patrice Talon" s'observent de part et d'autres.

Porto-Novo, capitale du Bénin, la ville aux trois noms (Adjatchè, Hogbonou, Porto-Novo) enclenche sa marche de soutien à Patrice Talon pour l'élection présidentielle de 2021. Ayant bénéficié des promesses du Programme d'Action du Gouvernement (PAG), la ville de Porto-Novo a graduellement changé de visage, avec pour effet direct, porter en triomphe Talon en 2021. Dans une sorte d'extase, les habitants de la ville capitale ne sont pas allés par quatre chemins pour affirmer leur soutien à Talon pour les prochaines présidentielles de 2021. Très engagées pour le développement de la ville de Porto-Novo, certaines personnalités nourrissent encore l'ambition de voir le Président Talon à l'œuvre. C'est le cas du patriarche Karim Urbain da Silva et du doyen Désiré Moubarak Kitoyi, (deux figures de proue de la ville capitale) qui ont décidé de se donner la main pour la réélection de Patrice Talon. Pour eux, il faut continuer à aider Talon dans son PAG, afin qu'il remette sur les rails le développement du Bénin et particulièrement celui de la ville de Porto-Novo.

Ayant clairement compris l'esprit de développe-

ment et la vision politique du Président Talon, renouveler le mandat de ce dernier semble être chose utile. Bref, sa candidature s'impose. Karim Urbain da Silva et Désiré Moubarak Kitoyi ont compris que le Développement de Porto-Novo et la cohésion des filles et fils de cette Ville préoccupent le Chef de l'Etat. C'est dans cette optique que le Patriarche et l'ancien Président d'honneur du Parti du renouveau démocratique veulent travailler de concert pour aider le gouvernement à poser les jalons du développement de la Capitale.

Un soutien de taille pour Talon en 2021

Ces deux anciens sont désormais très engagés pour mobiliser les aînés pour le compte de la réélection du champion de la Rupture. Ils étaient autrefois et depuis forts longtemps dans différents camps. Ils s'opposèrent et se combattaient. Le patriarche était l'homme à abattre par les partisans du président Houngbédji. Mais aujourd'hui, ils ont décidé de se mettre ensemble pour aider et soutenir



PATRICE TALON DES PAROLES AUX ACTES



Le Président Patrice Talon peut compter sur les Aïnonvis pour sa réélection

le Président Patrice Talon dans ses œuvres de développement. Ce rapprochement aura indubitablement des retombées positives sur la vie des populations des départements de l'Ouémé et du Plateau. En vérité, il est d'une évidence que l'un (Karim) étant yorouba et l'autre (Désiré) étant goun, c'est une bonne nouvelle pour la mouvance présidentielle à Porto Novo. Les deux communautés étant sérieusement majoritaires dans la ville. En se mettant ensemble et main dans la main pour aider le Président Patrice Talon, c'est Porto-Novo qui s'en sort gagnant.

Karim Urbain da Silva s'est toujours battu pour cette cause et n'a jamais varié sur le sujet. Il n'a pas souvent été compris. Depuis des décennies, la lutte pour la cause commune, le développement de la ville capitale et celui du Bénin ont toujours été au centre de ses préoccupations. Il en est de même pour l'ancien Président d'honneur du PRD et ancien chargé de mission du Président Mathieu Kérékou. Aujourd'hui, de vive voix, les deux ne sont pas allés par quatre chemins pour exhorter toutes les têtes couronnées, les filles et fils de Porto-Novo, à

les rejoindre dans l'ultime combat pour aider le Président Patrice Talon à réussir le pari du développement.

En vertu des différentes réalisations menées par le gouvernement de la rupture dans la ville capitale, force est de constater l'admiration qu'éprouvent ces deux personnalités pour le Président de la République. Pour eux en effet, il s'agit des réalisations de portée historique. Ils estiment que le gouvernement du Président Talon réhabilite la ville, ce qu'on n'avait jamais vu auparavant avec les régimes précédents. C'est pourquoi, estiment-ils, il faut soutenir l'homme du nouveau départ dans son PAG ici et partout, afin que le rêve d'un Bénin Nouveau se réalise.

Comme on le constate, Karim Urbain da Silva et Désiré Moubarak Kitoyi ont tous deux un même objectif, une même vision pour le Bénin et surtout pour la ville de Porto-Novo. Vivement que ça dure et que cela se renforce dans l'intérêt des enfants de cette ville historique du Bénin.

Par Jules BOCO

PRÉSIDENTIELLES DE 2021 AU BÉNIN

Joël Aïvo avance

Déjà à moins de huit mois de l'élection présidentielle 2021, les tractations fusent de part et d'autres. De plus en plus, des voix se lèvent pour évoquer l'échéance importante qui attend le Bénin dans quelques mois. Autant de candidats potentiels sont à la trousse du fauteuil présidentiel en 2021. En termes de préparatifs, le candidat potentiel Joël Aïvo, dont le nom fuse de partout, fait déjà des avancées considérables, avec des rencontres et mouvements qui suscitent sa candidature. Il fait son petit bon homme de chemin.

Alors que des rumeurs courent sur sa candidature, le constitutionnaliste poursuit ses prises de contacts sur le terrain. Pour rappel, déjà en 2019, il s'était rendu dans le Borgou où il a été en contact avec les femmes d'une coopérative rurale exerçant dans la transformation de manioc et d'arachide en des produits dérivés. De plus, toujours dans le cadre des préparatifs aux présidentielles de 2021, l'ex-doyen de la faculté de droit et de sciences politique était en visite le 26 juin dernier à Parakou. Au cours de cette visite, il a rencontré le Maire, le premier adjoint au maire et la jeunesse FCBE.

Occasion pour lui de répondre à l'appel pressant du peuple béninois pour se présenter comme candidat à l'élection présidentielle de 2021.

Ce dimanche 2 août 2020 dans la commune d'Abomey-Calavi, le Parti vert du Bénin (PVB), les fans Clubs Frédéric Joël Aïvo et les mouvements RAJED ont indiqué que c'est Frédéric Joël Aïvo la panacée pour restaurer la démocratie, l'unité nationale et la cohésion sociale en 2021. Autant d'actions qui montrent

que le constitutionnaliste Joël Aïvo avance à grand pas.

Il faut souligner que le professeur Frédéric Joël Aïvo a visité plusieurs autres localités du Bénin notamment Savè, où il s'est entretenu avec les sages et notables qui ne lui ont pas marchandé leur soutien. Les enjeux dans ce département sont grands et Joel Aïvo ne voudrait pas s'en passer. C'est un terrain de miel pour lui, renseignent ses proches.

Eu égard à tous ces contacts de Joel Aïvo, quelle serait sa prochaine destination ?

Malgré ces sérieux atouts, et soutiens qui se multiplient, beaucoup d'initiés se posent la question sur la machine politique qui soutiendrait ce chouchou de la jeunesse. Attendons de voir.

Par Jules BOCO



PARTI "LES DÉMOCRATES" ET LES PRÉSIDENTIELLES DE 2021

Que fera Eric Houndété ?

Dans le but de constituer une opposition réelle et efficace à Patrice Talon, est né le parti politique "Les Démocrates". Ce parti est créé avec l'adhésion de plusieurs responsables FCBE et d'autres membres de "la Résistance" dont l'ancien vice-président de l'Assemblée Nationale, l'Honorable Eric Houndété. Ce dernier a été choisi comme président du nouveau parti. L'ancien Responsable du parti Force clé nourrit des ambitions pour les

élections présidentielles et cela ne date pas d'aujourd'hui. Ancien candidat déclaré à la présidentielle de 2016 avant d'abdiquer au profit de Lionel Zinsou, le natif de la commune de Kpomassè est un "Résistants", pas des moindres. Homme de conviction, il est bien connu des béninois.

Que projette-t-il pour les présidentielles de 2021 avec les Démocrates ?

À l'heure actuelle, tous les calculs politiques convergent vers la présidentielle de 2021 en considérant leur slogan: «Les Démocrates, parce que nous avons un besoin de démocratie dans le pays ». Eric HOUNDETE et ses acolytes veulent, disent-ils, à travers la flamme de la liberté, restaurer la liberté, éclairer le chemin de la liberté et faire en sorte que tous les citoyens de ce pays aient droit à la parole quand il est question de gestion de la cité.

Eric Houndété, utilisera-t-il cette formation politique comme un instrument de combat pour arracher le pouvoir à Patrice Talon en 2021 ? Pour lui, l'événement électoral de 2021 pourrait être le moment idéal pour réaliser ce rêve. Dans la mesure où il estime que le Bénin est actuellement dans un déni de démocratie avec le régime de la Rupture. A l'en croire, il faut à tout prix en finir.

Cependant, les démocrates ne sont pas maîtres de leur destin étant donné qu'ils doivent se conformer aux nouvelles dispositions du code électoral. Il faudrait que le parti obtienne son récépissé afin que les différentes projections deviennent réalité.



Eric Houndété, Président du parti Les Démocrates

Par Jules BOCO



Paul Houngbè, Secrétaire Général des Fcbe

Présidentielles de 2021 au Bénin Les Fcbe auront-ils un candidat ?

A huit mois de l'élection présidentielle de 2021, de maintes analyses se font sur le principe du parrainage des 10% des élus députés et ou maires. L'évidence est qu'il faut reconnaître que les candidats à l'élection présidentielle doivent nécessairement remplir les conditions prévues aussi bien dans la constitution que dans le code électoral. L'article 132 dudit code pose entre autres, comme condition le parrainage; lequel parrainage relève des prérogatives des députés et ou des maires. Face à cette disposition, les Fcbe, qu'on connaît être le seul parti portant le flambeau de l'opposition, n'a pas le nombre d'élus requis pour parrainer toute seule son candidat. Ainsi, les Fcbe peuvent-ils concourir aux présidentielles de 2021 ?

Ayant obtenu seulement sept (07) mairies sur les 77 au plan natio-

nal, les Fcbe ne pourront porter un candidat à l'élection présidentielle de 2021. Avec les dispositions du code électoral sur le parrainage à la présidentielle, ils se retrouveront sans doute dans un labyrinthe en 2021. Conformément à la loi interprétative et modificative 2019-43 portant Code électoral en République du Bénin, adoptée le 14 novembre 2019 par l'Assemblée nationale, nul ne peut se porter candidat à l'élection présidentielle, aux fonctions de président de la République ou de vice-président de la République, si en amont sa candidature « n'est dûment parrainé par un nombre de députés et/ou de maires correspondant à au moins 10% de l'ensemble des députés et des maires ». C'est le dernier alinéa de l'Article 132 dudit texte électoral qui le mentionne au niveau du Livre III traitant des règles particulières pour

l'élection du duo président de la République et vice-président de la République. N'ayant pas de députés au Parlement, les Fcbe ne peuvent que trinquer sur les communales de 2020. Mais avec les récents événements, l'espoir des Fcbe est très faible.

Par contre, une possibilité semble exister. En considérant le principe selon lequel le système du Parrainage est une condition sine qua non pour aller à l'élection, il faut reconnaître qu'à côté, la doléance pour obtenir un parrainage auprès des partis n'est pas à proscrire. A cet effet, les Fcbe tout comme l'opposition peuvent bien demander des parrainages auprès des autres partis UP ou BR.

Les prochaines semaines portent donc leurs lots de surprises.

Par Jules BOCO

Les ténors de l'opposition en première ligne au cours d'une conférence de presse



Présidentielles de 2021 au Bénin

L'opposition divisée ?

A quelques mois des élections présidentielles de 2021, les opposants au régime de la rupture, s'affichent et s'affirment pour manifester leur volonté de participer à la messe présidentielle de 2021. Mais dans la foulée, une division s'observe dans le rang de ses acteurs politiques dits de l'opposition. Sans aucun doute, le chef de l'État déroule son agenda quand même.

Alors qu'ils étaient sortis renforcés des législatives, cette fois-ci ils risquent d'être isolés. Dans une analyse claire, l'opposition semble un peu perdue parce que n'ayant pas de figure emblématique pour conduire la troupe comme ce fut le cas au lendemain des législatives. Cet effritement fragilise l'opposition en général et la met dans une situation un peu délicate. Si les choses restaient en l'état, le chef de l'État rempilerait en 2021.

Par ailleurs, avec la situation actuelle des Fcbe, beaucoup se demandent s'ils peuvent toujours être considérés comme une force d'opposition? Il y a eu une série de démissions d'un certain nombre d'acteurs importants du parti

de telle sorte que pour beaucoup d'observateurs aujourd'hui, les FCBE c'est un parti chauve-souris mi-opposition mi-majorité et donc, il serait difficile d'affirmer que c'est totalement un parti de l'opposition.

Même avec la naissance du parti "les démocrates", aucun lien entre ces partis dits de l'opposition n'est observé. Aucune coalition, chacun pour soi. Pour faire court les formations politiques de l'opposition au Bénin à quelques mois des présidentielles travaillent en rang dispersé. Une faiblesse qui a un mauvais présage. Le jeu sem-

ble difficile pour les opposants. Une chose est claire, dans cette atmosphère négative, l'opposition pourrait chuter. Sauf changement de dernière minute pour une coalition digne du non.

Mais il ne faut pas oublier que, l'opposition, en plus d'être divisée, elle est également soucieuse du principe de parrainage. Un ennemi commun à leur solde. Pour ce faire, il vaut mieux se lever comme un seul homme pour sortir d'affaire. Est ce qu'ils ont un agenda caché, on verra bien.

Par Jules BOCO



Théophile Yarou (à g) et Paul Hounkpè, deux ténors des Fcbe

FEMMES POLITIQUES AU BÉNIN

Claudine Affiavi Prudencio est-elle une exception ?



Mme Claudine Affiavi Prudencio, Présidente de l'UDBN

Que les femmes s'engagent ! Qu'elles remettent leurs opinions au cœur du débat public, loin des inégalités et des cloisonnements habituels. C'est bien de cela qu'il s'agit, au fond : offrir une tribune d'expression et de participation politique à la femme béninoise. Car, elle veut être convaincue du bien-fondé d'un engagement et non être réduite à un bétail mobilisable que pour les cycles électoraux. Tel est ce qu'il faut, c'est le gage du développement durable d'un pays. Mais le constat de nos jours est tout autre.

Qu'il nous en souvienne, la révision de la Constitution béninoise a permis d'intégrer dans l'article 26 de nouvelles mesures en faveur de l'égalité des genres : « L'Etat assure à tous l'égalité devant la loi, sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale. L'homme et la femme sont égaux en droit. Pour rendre effectif ce droit, la loi électorale prévoit des dispositions spéciales pouvant favoriser la promotion et l'amélioration de la représentation de la femme au sein des assemblées parlementaires nationales, communales, municipales et locales ». Parvenir à l'égalité des sexes en tout point fait partie des Objectifs de Développement Durable décrétés par l'ONU.





La place des femmes dans les instances de prise de décision est une priorité absolue pour atteindre l'objectif de développement durable sus-cité.

Au Bénin, au terme des élections communales et municipales du 17 mai 2020, seulement 70 femmes conseillères sur 1815 sont élues soit 3,86%. C'est un taux qui est largement inférieur aux 30% souhaités par les organisations de la société civile. 04 femmes sont élues ou désignées Maires au titre de la quatrième mandature de la décentralisation sur les 77 communes, soit 5,19% de femmes contre 4,66 lors de la précédente mandature.

La femme est entièrement marginalisée. Pour certains, l'être féminin est fait pour le ménage.

Ce malheureux constat suscite des interrogations quant aux stratégies élaborées par les gouvernants dans le cadre de la promotion des femmes dans les instances de prises de décisions. En effet, peu de femmes sont militantes dans les partis politiques. Les femmes amazones de l'Union Progressiste ont exprimé leur ras-le-bol à la veille des dernières élections tout en demandant à ce que la mesure régulant les élections législatives qui permet d'instaurer un quota de femmes élues soit élargie aux élections municipales.

Cette année, seul le parti de l'Union Démocratique pour un Bénin Nouveau fait figure d'exception en présentant 80% de femmes sur ses listes. Il est aussi le seul parti dirigé par une femme forte, pleine de ressources et dont la tête est bien sur les épaules. Il s'agit de l'Honorable Claudine Afiavi Prudencio.

Elle a été la seule qui, lors du dialogue politique en octobre dernier, plaidait pour 40% de quota de femmes à l'Assemblée Nationale et dans les communes, sans oublier les postes de direction et les

hautes fonctions de l'Etat.

Qui est cette femme forte capable de lutter pour l'émancipation de la femme béninoise ?

Claudine Afiavi Prudencio est titulaire d'une Maîtrise Ès-Sciences Juridiques option Droit des affaires et Carrières judiciaires, d'un DEA en Droit International du développement (Rome, Italie) et d'un DESS en Gestion de la Micro-Entreprise au CIESA (Centre international d'études supérieures appliquées, Edmundston Nouveau-Brunswick, Canada).

Femme politique de grande posture, ancienne Députée à l'Assemblée nationale des sixième et septième législatures, présidente de la Commission de l'Éducation, de la culture, de l'Emploi et des Affaires sociales, ainsi que membre du Parlement Panafricain en Afrique du Sud, elle fut également Présidente du groupe parlementaire d'amitié Bénin-Japon.

Claudine Prudencio est le Conseiller Spécial chargé du partenariat public privé du Groupe Petrolin et la représentante de la filiale infrastructure du Groupe, PIC Network Limited en Afrique. Elle est également la Vice-Présidente de PIC International, la filiale béninoise des infrastructures du Groupe ainsi que l'Inspecteur Général de Fondation Espace Afrique, etc...pour ne citer que ceux-là.

Avec autant de qualifications à son arc, elle n'envie personne et compte bien lutter corps et âme pour



atteindre ses objectifs.

Quid du parti UDBN ?

Créé en octobre 2010 par Claudine Afiavi Prudencio, alors Ministre de l'Artisanat et du Tourisme, l'Union pour le Développement d'un Bénin Nouveau (UDBN) est un parti politique qui fait lentement et sûrement son chemin sur l'échiquier politique béninois. Comment réparer le déséquilibre entre hommes et femmes dans les instances de prise de décision et corriger l'injustice du non positionnement des jeunes et des femmes sur les listes lors des élections législatives, c'est l'objectif que s'est fixé Claudine Prudencio en créant ce parti politique. C'est le seul parti au Bénin qui accorde une priorité aux jeunes et aux femmes dans sa vision politique. Il s'agit selon la Présidente, de démontrer que les jeunes et les femmes sont aussi capables de gérer les affaires publiques. Une vision qui fait de l'Udbn, une exception dans l'univers politique national.

Ancienne Secrétaire Parlementaire, actuelle Présidente de la Commission de l'Education, de la Culture et des Affaires Sociales, l'Honorable Claudine Prudencio est la deuxième femme dans l'histoire politique du Bénin, après la Doyenne Rosine Vieyra SOGLO à créer un parti politique. Pour les dix (10) ans de l'UDBN, le parti est entrain de faire peau neuve et n'envie aucun autre.

En somme, ce parti politique se différencie des autres par trois (03) spécificités à savoir :

Sa capacité d'action, de réactivité et d'adaptation aux changements socio-politiques ;

La démocratie et la liberté constituent le socle du parti et la liberté de pensée, d'opinion et d'expression caractérise son fonctionnement ;

La priorité aux jeunes et aux femmes. C'est le seul parti qui fait de la jeunesse et du genre, le cœur de son projet de société et insiste sur le positionnement des jeunes et des femmes dont l'école du parti va assurer la formation à la vie militante et à la citoyenneté afin qu'ils accèdent aux instances de décisions et jouent efficacement leur rôle.

De tous les partis politiques existants sur l'échiquier national, seul l'UDBN fait plus confiance aux femmes.

Il était question de comprendre cet engouement à s'intéresser aux jeunes et femmes : Est-ce parce que le parti est dirigé par une femme ? Il se murmure au sein du parti que cette option n'a pas été faite parce que la Présidente est une femme. Les raisons de ce choix se retrouvent dans une analyse de la Ministre de l'Egalité Espagnole. Bibiana Aído, à 31 ans affirmait que «(...) Les femmes soulèvent des questions et des thèmes différents; elles élargissent le débat, sont plus sensibles aux événements, plus prévoyantes, plus pacifiques, plus patientes et plus douces que les hommes. Elles sont aussi plus honnêtes, moins susceptibles de prendre des risques inconsidérés, de consacrer les ressources de l'État à des achats d'armes, d'attiser ou d'entretenir la haine et la violence». Toutes les différentes études prouvent à satisfaction que le leadership féminin est assez indispensable à un développement équilibré du pays et surtout des communes.



L'Honorable Claudine Afiavi Prudencio

La représentativité de la femme est au cœur de sa stratégie. Solide et dynamique, le parti avec une présidente toute aussi combative, dispose de l'énergie nécessaire pour impacter la vie des jeunes et des femmes afin de contribuer au renouvellement du personnel politique tant espéré. "Nous sommes les seuls à faire confiance à la femme et à la jeunesse sur notre

liste. C'est déjà une première victoire. Il ne sera désormais que question de soumettre et d'expliquer nos propositions aux populations du nord au sud.", souffle un responsable de l'UDBN.

Claudine Prudencio place donc les femmes au cœur de sa stratégie.

Il est donc impérieux que les stratégies et réformes instaurées par les gouvernants soient liées aux objectifs de développement durable fixés par l'ONU.

Pour un pays qui se veut être prospère, il urge que les acteurs de tout bord politique, pouvant apporter sa contribution, puisse le faire afin de mettre fin à la marginalisation de la femme en générale. Elle est d'une grande prouesse pour la bonne marche de la démocratie.

Par Ismail GNONRONFIN



Rufino d'Almeida, Maire de Bohicon

Politique de décentralisation

Le maire Rufino d'Almeida peut-il réussir ?

Sorti vainqueur des élections communales du 17 Mai 2020, l'ancien directeur de cabinet du ministre du plan et du développement, avocat au barreau de Paris, et membre du parti BR, Rufino d'Almeida est sacré nouveau Maire de Bohicon, la ville carrefour. Et ce, après le règne de son prédécesseur Luc Atrokpo (actuel Maire de Cotonou). Ayant pris les rênes de la mairie de Bohicon, il compte mener un travail acharné avec un dynamisme de cheval selon ses dires. Des réformes de taille en conformité au PAG sont dans son agenda, en vue d'impacter la communauté à la base. A cet effet, peut-il réussir ? Se demandent beaucoup de personnes.

L'homme expérimenté, connaît la taille de la montagne dont il est confronté et sait comment la déplacer. Sachant mieux appréhender les enjeux de la gouvernance locale, il se dit prêt, armé pour relever le challenge à Bohicon. Il est bien loin de la peur de diriger cette ville, car c'est sa ville de naissance. « *C'est ma ville de naissance, celle qui m'a donné mes premiers amis, l'éducation, où mes parents sont basés. Je me devais de rendre à Bohicon un peu de ce qu'elle m'a donné* », fait-il savoir. Comme l'exige la tradition lorsqu'un chef prend le pouvoir, Rufino d'Almeida expose sa vision pour le développement de la commune de Bohicon.

Porté en triomphe par le parti politique Bloc Républicain, qui a aussi la vision de développement, le premier citoyen de la ville de Bohicon compte relever contre vents et marées le pari du développement de la ville carrefour.

Son premier chantier est de faire monter considérablement les ressources de la commune. Cela voudra dire réformer la gestion des unités marchandes es-

sentiellement à Bohicon : les gares et les marchés. Ensuite consommer bien et vite les ressources allouées par l'Etat à travers le FADEC (Fonds de Développement Communal) afin d'en avoir davantage. Mais aussi, l'édile pense mettre à contribution son carnet d'adresse à l'extérieur pour que grâce à la coopération décentralisée internationale, Bohicon puisse également avoir quelques subsides pour engager son développement. Ses actions phares envisagées sont entre autres : l'accès à l'eau potable, à l'énergie électrique, une meilleure formation des jeunes, la promotion de la coopération internationale, l'accès des femmes aux micros crédits.

A cela, s'ajoutent l'accès aux soins de santé, la construction des écoles, l'accélération des opérations de recasement, la scolarisation des filles, l'éclairage public et l'accompagnement des acteurs économiques de Bohicon. Il s'agit de mettre en place une mairie proactive qui accompagne ses administrés.

C'est d'ailleurs dans ce cadre, qu'il a procédé le 12



août 2020 à la salle de conférence de la Mairie au lancement officiel du Festival National d'action contre la Covid-19 pour l'atteinte des ODD (FESNA-ODD).

A travers le Festival National d'action contre la COVID-19 pour l'atteinte des ODD (FESNA-ODD), plusieurs projets seront mis en œuvre. Il y a entre autres, les projets : Mairies Amies des ODD, Championnat Mondial de Freestyle Football des ODD, Volontaires des ODD, Club des ODD dans les lycées et collèges, Concours Génie en ODD, Model SDGs, la Maison de l'ÉGALITÉ Femmes-Hommes du programme mondial OUR DECADE (en français NOTRE DÉCENNIE). Le vendredi 21 août dernier, le tout nouveau Maire de la ville carrefour, déterminé et engagé, a procédé au lancement de l'ouverture des voies secondaires dans sa commune. Un satisfecit pour la population.

Sans aucun doute, le dynamisme du Maire d'Almeida montre clairement qu'il réussira. Car soutenu par la population, il attaque le levier du développement de la ville.

En termes de soutien pour sa réussite, il faut ajouter la partition du parti qui entend jouer un grand rôle. Ainsi, le Maire est dans le confort et dispose de toutes les chances possibles pour impacter tout Bohicon et environs. Son passé spectaculaire a fait de lui un homme de résultat, qui ne s'amuse pas avec son job. Donc aujourd'hui à la tête de la commune de Bohicon, il n'est pas certain qu'il échoue, bien au contraire.

LE PARCOURS DE L'HOMME

Fils d'enseignant catholique pratiquant et d'une mère commerçante et musulmane, il a été lui-même scout et enfant de chœur dans les organisations juvéniles de l'église Saint François d'Assises de Bohicon. Après ses cours primaires et secondaires à Bohicon jusqu'en classe de troisième, il poursuit ses études au CEG Gbégamey de Cotonou. Baccalauréat scientifique en poche, il fait un tour rapide à la Faculté des Sciences Techniques (FAST) de l'Université d'Abomey-Calavi de 1988 à 1989 où il suivra durant quelques mois des cours de physique-chimie avant l'interruption de ceux-ci du fait des grèves qui ont conduit à une année blanche. En septembre 1989, il quittera le Bénin pour la Ville d'Amiens en France où il a suivi des études de Mathématiques – Physique et Chimie. Il y décroche une licence de physique de l'Université Jules Vernes de Picardie (France), et poursuivra, par la suite, ses études de physique à Strasbourg (France) à l'Université Louis Pasteur, puis de droit et de sciences politiques à l'Université Robert Schuman de Strasbourg (France). C'est dans cette dernière université que Maître Rufino d'ALMEIDA ob-

tiendra notamment une maîtrise de sciences politiques avant de continuer des études de troisième cycle, notamment, dans les Universités de Paris XI (Sceaux – France) et de Reims-Champagne-Ardenne (Reims - France). Il est titulaire des diplômes de :

- DESS de Droit de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Aménagement urbain de la célèbre Faculté de droit Jean Monnet de Sceaux (Université de Paris XI - France)
- DEA de Droit Public et de Relations internationales de la Faculté de Droit de l'Université de Reims-Champagne-Ardenne (France)
- DESS Administrateur Public et Privé pour l'Afrique : Cadre supérieur d'administration des services publics et du secteur privé en Afrique (Université de Reims-Champagne-Ardenne - France)
- Certification d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA) du Centre de Formation Régionale des Avocats de la Cour d'Appel de Versailles (France)
- Diplôme de l'Institut d'Etude Judiciaire (IEJ) de la Faculté de droit Jean Monnet de Sceaux (Université de Paris XI - France)
- Diplôme d'Ingénieur Technologue en Génie climatique, Thermique et Froid Industriel de l'Université Henry Poincaré - Nancy I – France) ainsi qu'une licence professionnelle en génie énergétique de cette même université.



Le Maire Rufino d'Almeida très confiant en l'avenir

C'est donc désormais un homme pluridisciplinaire qui prend les commandes de la ville de Bohicon. Son challenge sera de faire fonctionner toutes les compétences réunies autour de lui pour avoir les résultats annoncés.

Par Jules BOCO

ROUTE PORTO-NOVO-MISSÉRÉTÉ-POBÈ

Les exploits de la société OFMAS

A plus de 4 ans de gestion du pouvoir par le régime en place, nous pouvons affirmer que la Rupture a fait de la route son cheval de bataille pour le développement.



L'infrastructure des transports est indispensable pour un pays dans le cadre de son développement. Le régime Talon l'a si bien compris qu'il a engagé beaucoup de chantiers, c'est le cas de la route Porto-Novo-Missérété-Pobè dont la réali-

sation est confiée à la société OFMAS.

Comment OFMAS a-t-elle été choisie pour la réalisation de cette voie ?

Au prime abord, c'était à une entreprise sud-africaine que le gouvernement avait confié les travaux de cette construc-

tion. Mais par manque d'engagement et dans l'incapacité financière de mener à bout le projet, elle a été délaissée pour une autre plus rigoureuse. Ce qui explique mieux l'adage qui stipule qu'il est mieux de se contenter et de faire confiance à ce qui est chez soi, que d'aller voir ailleurs et être déçu au dernier moment.

Préoccupé par l'effectivité des travaux, l'État a fait recours à une entreprise de renom dénommée « OFMAS » pour réaliser l'infrastructure (Porto-Novo-Missérété-Pobè), dans les mêmes conditions de financement. Cette dernière devrait aller chercher le financement, mais l'État porte une garantie pour le remboursement à la réception provisoire de l'ouvrage.

Il se fait qu'au nombre des axes qui ont été confiés à OFMAS, l'un d'eux a créé d'énormes souffrances aux populations. Il s'agissait de l'axe Porto-Novo-Missérété-Pobè. La dégradation très avancée de cette route a créé des dégâts inimaginables.

Conscient du délai nécessaire accordé à l'entreprise pour la mobilisation du financement



Siège social de la Société OFMAS



et soucieux du calvaire des populations, le Gouvernement a décidé de mettre à titre de préfinancement des moyens à la disposition de cette dernière, pour que dans l'urgence elle réalise les travaux.

Selon le Directeur Général des Infrastructures de l'époque, les extraits du marché passé avec OFMAS disent clairement que c'est elle qui va mobiliser le financement à 100%. Le contrat a précisé également que dans le souci de réduire les peines des populations, l'Etat mettra le financement à la disposition de l'entreprise, qu'elle remboursera ensuite.

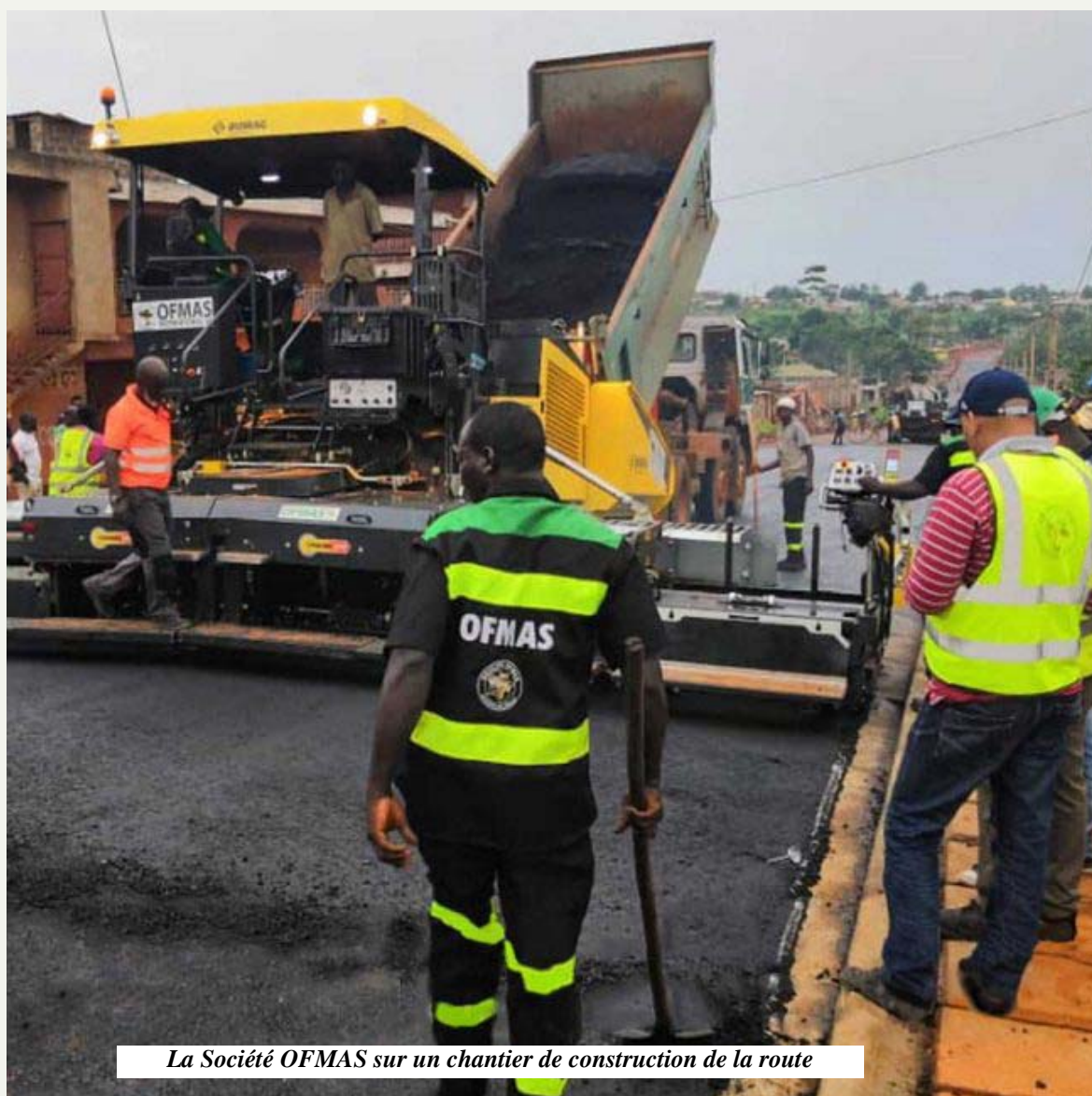
C'est dans ces conditions que

la société OFMAS a été choisie pour réaliser cette infrastructure pour le bonheur de la population. Cette société a, à sa tête un homme avéré en la matière. Il s'agit de Mathurin de CHACUS qui est par ailleurs le Président de la Fédération Béninoise de Football (FBF). Trois années passées, les populations riveraines peuvent souffler et être fieres de la réalisation qui est entrain d'être faite. La route Porto-Novo-Missérété est quasi terminée. Les chefs d'œuvres sont à la tâche pour continuer le travail comme cela se doit afin de conjurer une fois pour de bon cette souffrance des popula-

tions, et leur apporter enfin le sourire. Fin du calvaire des populations.

OFMAS International est une entreprise de droit béninois adjudicataire des deux marchés, pour un coût global de 48 890 962 441 Francs Cfa en mode Partenariat public-privé (Ppp). Ce montant intègre l'éclairage public de bout en bout de la voie Porto-Novo-Missérété de même que les travaux des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone, détaille le

Préoccupé par l'effectivité des travaux, l'Etat a fait recours à une entreprise de renom dénommée « OFMAS » pour réaliser l'infrastructure (Porto-Novo-Missérété-Pobè), dans les mêmes conditions de financement. Cette dernière devrait aller chercher le financement, mais l'Etat porte une garantie pour le remboursement à la réception provisoire de l'ouvrage.



La Société OFMAS sur un chantier de construction de la route



La Société OFMAS bien équipée pour...

Directeur Général adjoint des Infrastructures, Arsène Soglo qui a livré les caractéristiques techniques des deux projets. Selon lui, la structure retenue pour les deux voies est assez lourde pour qu'elles durent dans le temps. La réalisation de ces deux routes prévue dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) constitue un pas décisif dans la modernisation des départements

de l'Ouémé et du Plateau en général et de Porto-Novo en particulier, précise Arsène Soglo.

Le Directeur Général adjoint des Infrastructures a invité les uns et les autres à ne ménager aucun effort pour l'aboutissement heureux des deux chantiers dans le délai contractuel.

Arsène Soglo a surtout exhorté l'entreprise OFMAS International à réaliser les travaux dans les règles de l'art et dans les délais. En tout cas, il avertit que sa direction fera un suivi rigoureux des deux chantiers pour que tout se passe bien. Pour le Ministre Hervé Hèhomey, la réalisation de ces chantiers est l'une des promesses

du président de la République Patrice Talon. Promesses faites aux populations des départements de l'Ouémé et du Plateau. Il a précisé que les deux voies lancées font partie d'un ensemble de projets routiers confiés à OFMAS International pour un montant total de 164,5 milliards francs Cfa.

La concrétisation de tous ces chantiers permettra d'assurer une meilleure circulation des personnes et des biens dans les départements de l'Ouémé et du Plateau et de booster les activités économiques surtout entre la région et le Nigeria.

Par Ismail GNONRONFIN

La concrétisation de tous ces chantiers permettra d'assurer une meilleure circulation des personnes et des biens dans les départements de l'Ouémé et du Plateau et de booster les activités économiques surtout entre la région et le Nigeria.



... des réalisations des infrastructures...



... qui permettent au Bénin d'avoir des meilleures routes

Côte d'Ivoire : la justice confirme la radiation de Laurent Gbagbo de la liste électorale

L'ancien président Laurent Gbagbo est bel et bien radié de la liste électorale ivoirienne. La justice a confirmé la décision de la Commission électorale indépendante rendue la semaine dernière. Aucun recours n'est possible devant une juridic-



Laurent Gbagbo

tion ivoirienne. N'étant plus électeur, il ne peut être candidat.

À cinq jours de la date limite de dépôt des dossiers, une éventuelle candidature de Laurent Gbagbo à la présidentiel-

le du 31 octobre, sauf coup de théâtre majeur, relève de l'impossible.

Le tribunal de première instance du Plateau à Abidjan, saisi par les avocats de l'ancien président a confirmé ce mardi 25 août la décision de la Commission électorale de retirer le nom de Laurent Gbagbo de la liste des électeurs. Bien qu'il ne se soit pas porté candidat, cette éventualité espérée par ses partisans est donc désormais à exclure.

Affaire du « braquage de la BCEAO »
La raison de cette radiation est la condamnation de Laurent Gbagbo, en son absence, par la justice ivoirienne, à 20 ans de prison dans l'affaire dite du « braquage de la BCEAO ». Lors de la crise post-électorale de 2010-2011, son régime, alors sous embargo financier, s'était servi dans les caisses de l'agence locale de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest pour se fournir en liquidités. Après avoir été débouté par la CEI puis par la justice ivoirienne, l'avocat de l'ancien président envisage la possibilité de saisir une juridiction régionale.

À Bruxelles où il vit depuis sa libération conditionnelle par la Cour pénale internationale (CPI), Laurent Gbagbo, à qui le droit international permet de se rendre en Côte d'Ivoire, est toujours dans l'attente d'un passeport ivoirien pour rentrer au pays.



Côte d'Ivoire : processus électoral à la FIF gelé, Drogba attendra

La Fédération ivoirienne de football (FIF) a décidé de suspendre le processus de désignation de son prochain président jusqu'à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire, prévue le 29 août 2020. La FIF indique que la Commission électorale chargée d'étudier les dossiers des candidats a manqué à plusieurs devoirs. Depuis 72 heures, des membres de l'entourage de l'ex-superstar Didier Drogba assuraient que ce dernier avait vu sa candidature validée.

En 1999 sortait le film culte Fight Club avec la superstar Brad Pitt et dont les trois mots clés étaient « chaos », « confusion », « savon ». Vingt ans plus tard, « FIF Club » pourrait être la suite avec Didier Drogba comme personnage charismatique et les thèmes « chaos », « confusion » et « élections ».

France : L'Etat français ne fournira pas de masques aux élèves à la rentrée

Emmanuel Macron et Jean Castex ont tranché. Malgré la pression et les appels venus de tous les bords de la classe politique, l'éducation nationale ne fournira pas de masques de protection contre le Covid-19 aux élèves lors de la rentrée scolaire, alors que son port sera obligatoire toute la journée dans les collèges et les lycées. La décision a été prise lors d'un conseil de défense sanitaire qui s'est tenu à l'Élysée, mardi matin, et devrait être officialisée lors du conseil des ministres de rentrée, mercredi 26 août. Selon le gouvernement, les Français doivent être davantage responsabilisés, alors que l'épidémie donne d'inquiétants signes d'accélération, et leur fournir gratuitement des masques n'irait pas dans ce sens...

Niger : la sécurité des Français au Sahel va être renforcée, annonce Macron

Le Président Emmanuel Macron a annoncé que les mesures de sécurité des Français au Sahel seront « renforcées », après la mort de huit personnes, dont six humanitaires français, dimanche dans une attaque au Niger.

« J'ai décidé de renforcer les mesures de sécurité pour nos ressortissants dans la région », a déclaré le chef de l'Etat dans un tweet posté à la fin du conseil de défense réunissant ses principaux ministres régaliens, consacré aux conséquences judiciaires, militaires et diplomatiques de cette attaque, qu'il a présidé

en visioconférence depuis le fort de Brégançon ce mardi, où il est en vacances. Il n'a pas donné de détails sur les mesures qui devraient être mises en place, notamment par le ministère des Affaires étrangères.

« Nous mettons tout en œuvre pour soutenir les familles des victimes et répondre à l'attaque qui a coûté la vie à six de nos compatriotes et à deux Nigériens », a également assuré Emmanuel Macron. « Membres de l'ONG Acted, ces six jeunes témoignaient d'un engagement remarquable pour les populations », a-t-il ajouté.

Mali : les premières négociations entre la junte et la Cédéao sur un retour des civils au pouvoir



Assimi Goïta, chef de la junte au pouvoir

Au Mali, les discussions entre les représentants des pays ouest-africains et la junte, au pouvoir depuis une semaine, à Bamako, n'ont pour l'instant rien donné. Les deux parties se sont séparées sans parvenir à un accord sur les conditions d'un transfert du pouvoir aux civils. Les militaires avaient annoncé une transition civile dans un délai raisonnable, mal défini, alors que la Cédéao exigeait un retour immédiat à l'ordre constitutionnel.

Le principal point de désaccord entre la junte et la médiation de la Cédéao

porte sur la durée de la transition.

Dans un premier temps, la junte, comme base de discussion, a proposé trois ans, et ce lundi elle a proposé deux ans de transition. La médiation de son côté, selon le ministre nigérien des Affaires étrangères qui a été très actif dans les négociations, souhaite entre sept et douze mois.

« Ils ont déjà proposé deux ans, ce matin. Nous trouvons que c'est trop. [...] Nous considérons que c'est une avancée mais nous leur disons de faire encore des efforts et ils ne refusent pas. Ils disent qu'ils vont réfléchir. », Kalla Ankouraou, ministre nigérien des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine.



Guinée équatoriale : le gouvernement démissionne face à «une possible insolvabilité» du pays

Le gouvernement de la Guinée équatoriale a remis vendredi sa démission au président Teodoro Obiang Nguema, dans un contexte de crise économique accentuée par la crise sanitaire. Le chef de l'État évoque même, dans ce cadre, une possible insolvabilité du pays. Le gouvernement de la Guinée équatoriale a remis, vendredi 14 août, sa démission au président Teodoro Obiang Nguema, lors d'un Conseil des ministres extraordinaire, a annoncé le gouvernement dans un communiqué. Le président a déploré « que le gouvernement sortant n'ait pas rempli ses fonctions ou atteint les objectifs programmés », selon ce communiqué. « Le gouvernement se voit obligé de prendre des mesures de rigueur pour compenser une possible insolvabilité », a précisé le président. Le Premier ministre du gouvernement démissionnaire, Pascual Obama Asué, a pour sa part affirmé que « la confiance du chef de l'État mérite des sacrifices ».

USA : «Rassembler l'Amérique» pour battre Trump, le programme de la convention démocrate

Le lundi 17 août dernier, à deux mois et demi de la présidentielle, la convention démocrate débute à Milwaukee, dans le Wisconsin. Organisée sous le slogan « Rassembler l'Amérique », la convention a été rendue entièrement virtuelle à cause des risques de contagion du Covid-19. Le camp opposé à Donald Trump cherche l'union. Le courant progressiste, l'aile gauche du parti, fait bloc derrière Joe Biden et Kamala Harris avec pour objectif d'influer sur leur politique.

Plus que quelques heures avant le coup d'envoi d'une convention démocrate inédite, version coronavirus. Il n'y aura ni ballons ni confettis aux couleurs du drapeau américain, ni grande scène. Mais tout de même beaucoup d'attente de la part des militants dé-

mocrates dont beaucoup disent être impatients d'écouter les discours de Joe Biden et de Kamala Harris, rapporte notre correspondante à New York, Loubna Anaki.



RDC : les camps Kabila et Tshisekedi boudent le forum sur les réformes électorales

Il devait réunir toutes les formations politiques. Le forum dit de « haut niveau » sur les réformes électorales en République démocratique du Congo a été boudé par le camp du président Félix Tshisekedi tout comme celui de l'ex-président Joseph Kabila. Malgré des semaines de discussions et l'annonce de ce forum, ils se sont finalement rétractés. Initié par le professeur Bob Kabamba de l'Université de Liège avec l'appui de l'Union européenne, il s'est donné pour objectif de déboucher sur des propositions de réformes devant mettre fin au cycle des scrutins aux résultats contestés, ce qui crée l'instabilité politique dans le pays.



Délestage au Bénin

Les prouesses du ministre Jean Claude Houssou

Selon le Ministre de l'énergie Dona Jean-Claude Houssou, la question du délestage est un problème crucial qui mine le développement du Bénin. Et ce, depuis les indépendances. Pour lui, le Bénin dispose d'un taux de couverture qui avoisine les 50% en général dans les grandes villes et dans le milieu rural inférieur à 7%. Mais avec l'avènement de la rupture, le constat est que le Nouveau départ a décidé de faire autrement, en inscrivant le secteur de l'énergie au rang des priorités.

Pour finir avec les coupures intempestives, et assurer la continuité dans la fourniture de l'énergie électrique, plusieurs actions prometteuses ont été menées par le gouvernement de la rupture. Dans le secteur de la production thermique, il y a eu la mobilisation des capacités de production avec les centrales en location. Les capacités de location ont été mises en place pour une puissance de 280 mégawatts, répartie sur l'étendue du territoire nationale. Ces dernières ont été concentrées pour la plupart au niveau

de Maria Gléta et les centrales thermiques de la SBEE, avec des résultats incontestables.

Pour rappel, dans son intervention tenue le jeudi 05 septembre 2019 à travers la 8^{ème} session de AskGouv, le Ministre Dona Jean-Claude Houssou a déclaré dans le cadre des actions menées pour l'autonomisation énergétique du pays, que : « *Le délestage est définitivement derrière nous puisque sa cause principale qui est le déséquilibre entre l'offre et la demande n'existe plus chez nous. Il y a suffisamment d'énergie aujourd'hui*

pour pouvoir contenter tout le monde... ».

Ainsi, Cela ne voudrait pas dire qu'il n'y aura plus jamais de coupures d'électricité ; mais la cause de ces coupures ne devrait plus être liée au délestage. « *Je dirai que les coupures éventuelles ne seront plus dues aux délestages mais plutôt d'autres causes comme les incivismes ou des arbres qui tombent, ou encore de vol de cuivre au niveau des fils conducteurs...* », a précisé le Ministre. Ce qui du coup montre que les efforts fournis par le gouvernement ont porté





Le Ministre Dona Jean-Claude Houssou délivrant son message lors d'une sortie politique

des fruits.

A l'en croire, l'énergie est désormais au cœur du Bénin. C'est un facteur qui devrait favoriser les affaires et faire du Bénin une terre d'opportunités.

Et vu que le gouvernement de la rupture ne mène que des actions à longs termes, le Ministre de l'énergie confie, que le gouvernement travaille encore plus sur les moyens à longs termes pour

renforcer et redynamiser davantage le secteur.

En considérant le leadership de l'homme, le Bénin dispose actuellement de la centrale thermique de Maria Gléta qui fournit plus de 120 mégawatts. La construction de la centrale solaire à Pobè qui apporte 20 mégawatts... et bien d'autres. Au regard des centrales solaires, il faut noter qu'un pays comme le Bénin, doté naturellement d'énergie solaire, est un avantage particulier. Ainsi, la focalisation sur les énergies renouvelables est un parti pris et le Ministre l'a vite compris. En la matière, le Bénin est appuyé par le « Millennium Challenge Account ».

Ces nombreuses actions montrent les grandes prouesses du Ministre Dona Jean-Claude Houssou, qui connaît la chose et la gère avec détermination, dévouement et abnégation. Une vérité qu'il ne faut pas s'en passer, et qu'il faut oser dire. Quelle chance pour le chef de l'Etat Patrice TALON d'avoir à ses côtés un homme de telle performance. Sans doute les résultats parlent en ces lieux et places. Car grâce au Ministre Jean Claude Houssou, dans l'éventualité, le Bénin pourrait vendre de l'énergie électrique. Ce qui serait une grande avancée économique pour le pays. Il a fait de ce secteur qui était en léthargie depuis des années, un secteur vivant.

Le délestage est définitivement derrière nous puisque sa cause principale qui est le déséquilibre entre l'offre et la demande n'existe plus chez nous. Il y a suffisamment d'énergie aujourd'hui pour pouvoir contenter tout le monde....



Le Ministre Houssou dans une cabine technique

Que doit-on savoir du Ministre Dona Jean Claude Houssou ?

Comme nous l'avons dit plus haut, Dona Jean-Claude HOUSSOU est l'actuel Ministre de l'Énergie du Bénin. Il dirige l'ensemble des structures du département dont il a la charge et qu'il représente au sein du gouvernement. Il a pour mission d'élaborer et



d'assurer la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans le domaine de l'énergie conformément aux lois et règlements en vigueur en République du Bénin. Il a en outre le leadership politique et institutionnel de son secteur et veille en permanence à la qualité de la gouvernance et à l'efficacité de l'action publique dans les domaines de compétences du ministère.

Diplômé de Sup Galilée (France), Dona Jean-Claude HOUSSOU est un ingénieur de formation. Après trois ans d'enseignement de mathématiques au lycée Saint François de Sales à Evreux, il fait son entrée en 1991 au Centre de formation de EDF (Electricité de France), le premier producteur et fournisseur d'électricité en France. C'est le début d'un parcours professionnel riche et varié. En 1996, le jeune ingénieur devient attaché au chef service de production à la centrale nucléaire de production d'électricité de Tricastin. A ce titre, Dona Jean-Claude HOUSSOU est Responsable de la structure dénommée Formation de la production et du développement des compétences des pilotes des réacteurs nucléaires. Il est aussi en charge du maintien et développement des compétences des agents de la production dans le domaine des phénomènes physiques et de gestion des accidents Dur Stimulateur post accidentel compact (SI-PACT), Pilote de la démarche sur l'analyse de risques de la Centrale et astreinte continuité managériale du service conduite. Il gravit rapidement les échelons et devient trois ans plus tard, chef

du service délégué à la production de la centrale nucléaire de production d'électricité de Belleville sur Lire avec une équipe de près de 200 personnes sous sa tutelle. Ayant démontré ses talents de management, il est promu au poste de chef service maintenance automatisées électricité. En 2010, Dona Jean-Claude HOUSSOU prend la tête de la direction de la production d'électricité à l'EDF Martinique. Ici encore, il a étalé toutes ses compétences techniques et managériales. Il gère le parc de production de toute la région de près de 400 MW dont 12 moteurs diesel et 4 turbines à combustion répartis sur 2 cen-

trales de production, avec une pointe à 270 MW. Il supervise les réflexions régionales des directeurs de production de la plaque Antilles-Guyane sur la maintenance régionale des turbines à combustion. En 2012, les responsabilités de Dona Jean-Claude HOUSSOU prennent une dimension internationale au sein de l'EDF. Il devient le chef de la mission «Accès à l'énergie dans les pays en voie de développement». Président du conseil d'administration de la filiale EDF du Sénégal et administrateur de la filiale EDF au Botswana, Dona Jean-Claude HOUSSOU est membre de plusieurs associations professionnelles. Il a animé plusieurs conférences et ateliers en France et en Afrique. Il a à son actif, de nombreuses publications. Polyglotte, il a la réputation d'être dynamique et méthodique. Plusieurs observateurs du secteur estiment qu'il est doté d'une énergie remarquable et que son désir de réus-



trales de production, avec une pointe à 270 MW. Il supervise les réflexions régionales des directeurs de production de la plaque Antilles-Guyane sur la maintenance régionale des turbines à combustion.

En 2012, les responsabilités de Dona Jean-Claude HOUSSOU prennent une dimension inter-

site trouve son origine dans son milieu professionnel.

Dona Jean-Claude HOUSSOU est un passionné d'écriture, de poèmes et de musique. Il est marié et père de 4 enfants dont 2 garçons et 2 filles.

Par Jules BOCO



Gestion des marchés publics

Armand Gansè, une compétence au service du marché Dantokpa

Rêvant d'un Bénin prospère et entièrement révélé dans ses aspects économiques et culturels avec des marchés modernes et attrayants, le régime actuel a mis en place des réformes structurelles adéquates, visant à assainir l'image de notre pays.



Armand Gansè, le Directeur Général de la Sogema

Digne fils des Houégbadjavi (commune de Bohicon), Armand Gansè est un jeune combattant plein d'humilité et de sagesse qui, lentement et sûrement a imprimé sa marque à la SOGEMA.

Au nombre des 45 projets phares inscrits dans le PAG, figure la modernisation du Marché Dantokpa pour une prévision de 10 milliards de francs Cfa. Ainsi que la rénovation du centre commercial de Ganhi pour une prévision de près de 149 millions de francs

Cfa, etc...pour ne citer que ceux-là.

A cet effet, les destinées de la structure pouvant mieux gérer ce palier a été confié à un homme de grande carure, de rigueur et d'abnégation pour le travail bien fait. Il s'agit du Directeur Général de la Société de Gestion des Marchés Autonomes (SOGEMA), qui n'est rien d'autre que le sieur Armand Gansè.

Qui est Armand GANSÈ ?

Digne fils des Houégbadjavi (commune de Bohicon), Armand Gansè est un jeune combattant plein d'humilité et de sagesse qui, lentement et sûrement a imprimé sa marque à la SOGEMA. Les travailleurs de la maison s'inscrivent dans la dynamique de l'homme qui porte la vision du Président Patrice Talon.

Armand Gansè apparaît comme une étoile filante qui brille pour faire de la lumière sur les réalisations du gouvernement. Un bilan, à coup sûr, qui force l'admiration des travailleurs et des bonnes dames, et qui permet de classer ladite société parmi les sociétés performantes.

D'entrée de jeu, il a d'abord cherché à mettre un terme aux différentes voies de corruption et était même considéré comme un persécuteur. Mais de nos jours, il est applaudi parce que son objectif principal n'était rien d'autre que le renflouement des caisses de la société. Il est là pour faire le bonheur des agents contre leur volonté.

Depuis son installation à la tête de ladite société, nous pouvons déjà citer quelques une de ses mérites à savoir :

- L'application stricte de la grille salariale de la nouvelle convention collective à 100% ;
- Le paiement du 13ème mois avec tous les avantages ;
- L'assurance maladie pour toute l'année au lieu de trois mois ;
- La suspension des délégués à l'avantage des travailleurs pour une gestion meilleure des marchés sous tutelle de la SOGEMA, la rénovation de la Radio SOGEMA ;
- L'instauration des campagnes de salubrité qui sont

rigoureusement suivies par le DG en personne ;

- La mise en place d'un système de gestion qui limite les sous locations des boutiques et autres espaces gérés par la société ;
- La remise en service du parc « SODECIBE » qui autrefois était transformé en emplacement de vente empêchant les clients de stationner dans le marché Dantokpa ;
- La lutte très efficace menée contre la vente des faux médicaments ;
- Le suivi régulier de la carrière du personnel, le paiement régulier des al-

locations familiales ;

- Le paiement du capital décès aux ayants droit, la déclaration régulière en cas d'accident ou maladie de travail ;
- Le paiement régulier des Indemnités de départ à la retraite des agents ayant droit, le paiement des salaires à bonne date, etc...pour ne citer

D'entrée de jeu, il a d'abord cherché à mettre un terme aux différentes voies de corruption et était même considéré comme un persécuteur. Mais de nos jours, il est applaudi parce que son objectif principal n'était rien d'autre que le renflouement des caisses de la société. Il est là pour faire le bonheur des agents contre leur volonté.



Se laver les mains pour se protéger et protéger les autres contre la Covid-19



Armand Gansè au contact des usagers du marché



Armand Gansè posant ici avec le Chef de l'Etat Patrice Talon



Don de kits de lavage des mains aux marchés sous tutelle de la Sogema

Son ambition est d'œuvrer pour conférer à ce pôle de commerce de la sous-région son statut de marché international. En témoigne sa remise sur la pente de la gestion des marchés sous sa tutelle; principalement celle de Dantokpa réputée préalablement pour être un marché «à polémique et d'abus de tous genres»

Quid des mesures prises contre la pandémie du COVID-19 ?

Agissant comme un géniteur qui doit prendre soin des membres de sa famille, le natif des Houégbadjavi a décidé de prendre le taureau par les

que ceux-là.

En quelques années de gestion, le DG Armand Gansè fait la fierté des femmes des marchés qui aujourd'hui, trouvent nécessaire d'accompagner le Président Patrice Talon qui a placé sa confiance en la jeunesse.

cornes, en mettant en place les mesures de prévention adéquates à cet effet.

En mars dernier, le Directeur Général de la SOGEMA, Armand Gansè a sensibilisé les femmes du marché Dantokpa et les autres marchés gérés par la SOGEMA, ainsi que les membres de son personnel administratif, sur les mesures de sécurité à prendre en compte en cette période de lutte contre le COVID-19.

Il a effectué maintes sorties et séances de sensibilisation car pour lui : « *En ces temps d'inquiétude, l'heure n'est plus aux débats, mais à l'action* », avait-t-il écrit sur sa page Facebook.

En somme depuis sa nomination, Armand Gansè n'a cessé d'imprimer une nouvelle dynamique dans la gestion des marchés sous tutelle

afin de redorer l'image de la structure, mais surtout celle du marché Dantokpa. Son ambition est d'œuvrer pour conférer à ce pôle de commerce de la sous-région son statut de marché international. En témoigne sa remise sur la pente de la gestion des marchés sous sa tutelle; principalement celle de Dantokpa réputée préalablement pour être un marché «à polémique et d'abus de tous genres». En clair, l'autorité en charge des marchés autonomes est en phase avec la vision du chef de l'État, Patrice Talon. Au regard du dynamisme de l'homme sur le terrain, l'ambition du chef de l'État sera sans doute concrétisée.

Par Ismail GNONRONFIN

Soixante ans d'indépendance du Bénin

Moukaram A. M. Badarou invite les Béninois à l'esprit citoyen

A l'occasion de la célébration des soixante ans d'indépendance du Bénin, l'ancien Préfet des départements de l'Ouémé et du plateau, à travers un message, a apporté une contribution à la construction de l'édifice national. Voici l'intégralité du message.



1^{er} août 1960-1^{er} août 2020 : Soixante ans d'indépendance «l'invite de Moukaram Badarou à l'esprit citoyen»

Exactement soixante ans que notre pays le Bénin a accédé à la souveraineté nationale et internationale. Exactement soixante ans que la lutte de nos pères fondateurs a abouti à la proclamation de l'indépendance du Bénin alors Dahomey en présence du représentant de la France, Louis Jacquinot, alors Ministre de la France de l'Outre-mer. Exactement soixante ans que notre pays pose ses pas pour construire un Etat et une nation à travers la diversité de son peuple.

En effet, tout au long des soixante ans d'indépendance, de lourds sacrifices ont été consentis, des efforts ont été déployés, l'encre a coulé abondamment et même le sang parfois. De manques de ponts et chaussées, de manques d'universités et d'écoles dans beaucoup de contrées

du pays, d'absence criard d'infrastructures de développement notamment des pistes rurales, d'énergie, d'eau potable, d'unités de production, de l'extrême rareté d'hôpitaux à divers niveaux à l'existant d'aujourd'hui, on peut aisément constater que de sérieux pas ont été faits. Déjà le 1^{er} août 1960, Hubert Koutoucou Maga, tout nouveau Président du jeune Etat indépendant exhortait ses compatriotes en ces termes : « *C'est l'ensemble de nos efforts qui garantira l'indépendance du Dahomey. De plus, chaque amélioration, chaque économie réalisée permettra de relever le niveau de vie des masses, ce qui reste, sur le plan interne, notre souci essentiel...* ». Il poursuit en affirmant : « jeunes citoyens d'une nouvelle République, nous devons nous rassembler autour de ce qui unit et oublier tout ce qui divise. Il faut abandonner définitivement parmi les accessoires du passé, les rivalités tribales, ethniques,

religieuses ou politiques. Enfant mineur, le Dahomey a eu tendance à tout attendre de son père et à vouloir aligner son train de vie sur celui de la métropole. Enfant majeur, il doit reprendre contact avec les réalités. Etat souverain, il doit prendre conscience qu'il n'y a pas d'indépendance réelle sans autonomie économique et financière ». Cette exhortation, bien qu'ayant eu un écho favorable est encore d'actualité. De 1960 à ce jour, nous avons bougé. Oui nous avons bougé parce que pour qui le sait, nous venons de loin, très loin même. Oui les pères fondateurs ont fait ce qu'ils ont pu et on ne finira jamais de leur rendre hommages. Hommages mérités aux Présidents Hubert Maga, Tométin Ahomadégbé, Sourou Migan Apithy, Emile Derlin Zinsou, Mathieu

C'est l'ensemble de nos efforts qui garantira l'indépendance du Dahomey. De plus, chaque amélioration, chaque économie réalisée permettra de relever le niveau de vie des masses, ce qui reste, sur le plan interne, notre souci essentiel...





Moukaram A. M. Badarou

Aucun pays ne s'est développé dans des interminables balbutiements et dans l'insouciance citoyenne. Nous devons accepter de revoir la copie. Nous avons vaincu la fatalité avait dit le professeur Albert Tévoèdjè à la fin des travaux de la conférence nationale de 1990, il faut aussi vaincre l'argent, vaincre l'apatridie et le mercenariat dans son propre pays pour que triomphe le Bénin.

Kérékou, à Monseigneur Isidore de Souza, au Professeur Albert Tévoèdjè et tant d'autres qui se sont battus pour l'évolution de ce pays et l'émancipation de ce peuple. Mais avouons qu'on aurait pu mieux faire. Le pays aurait pu connaître un meilleur sort si malheureusement l'inconscience citoyenne ne s'est pas installée dans le quotidien des béninois. L'ancien quartier latin d'Afrique se porterait forcément

mieux si tout ou presque ne s'est pas retrouvé mélangé sens dessus dessous; si le non respect des normes n'était pas devenu la règle et le contraire l'exception ; si les valeurs républicaines, les valeurs morales et sociales ne se sont pas retrouvées en berne ou même bafouées ; si le sens de l'éthique, de l'intérêt général et des valeurs citoyennes ne sont pas relégués aux calendes grecques. Oui on aurait pu mieux faire. Fort heureusement, une nouvelle expérience se fait depuis avril 2016 et il faut espérer qu'elle se poursuive vaille que vaille, contre vents et marrées, malgré les contraintes, les difficultés et les soubresauts. La restauration de l'autorité

de l'Etat doit durer dans le temps et traverser les âges. Le ressaisissement dans le secteur de l'éducation, de la santé, de la justice, de l'agriculture et autres doit se poursuivre pour révolutionner l'homme béninois afin d'arriver à un profond changement effectif et qualitatif du Bénin. Cela faisait un moment où un changement qualitatif et positif des mentalités était devenu un impératif pour la réalisation du Bénin tel que rêver par nos pères fondateurs et tels que nous le rêvons.

Aucun pays ne s'est développé dans des interminables balbutiements et dans l'insouciance citoyenne. Nous devons accepter de revoir la copie. Nous avons vaincu la fatalité avait dit le professeur Albert Tévoèdjè à la fin des travaux de la conférence nationale de 1990, il faut aussi vaincre l'argent, vaincre l'apatridie et le mercenariat dans son propre pays pour que triomphe le Bénin.

A l'occasion des soixante ans d'indépendance de notre cher pays le Bénin, je voudrais avec gravité et beaucoup de modestie, inviter chaque béninois où qu'il soit à un esprit citoyen, à un amour profond pour notre patrie commune et à un engagement sérieux pour faire avancer le Bénin. Nous avons le devoir de faire mieux et nous devons toujours garder à l'esprit que le Bénin reste une promesse à réaliser.

Bonne fête de l'indépendance à chacun et à tous.

Que Dieu bénisse le Bénin.

Vive la République,

Vive le Bénin.

Porto-Novo, le 31 juillet 2020

Moukaram A.M.BADAROU

Baromètre Bénin

En HAUSSE

Sakina Harouna, Chevalière de l'ordre de mérite



Elle est l'héroïne de Tchaourou. A 25 ans, Sakina Harouna a sauvé la vie de 6 naufragés du fleuve Okpara. Alertée par le cri de détresse d'une femme, elle n'a pas hésité à se jeter dans le fleuve large de 15 mètres et d'une profondeur de 4 mètres. Elle a réussi à sauver 6 naufragés avant l'arrivée des secours qui n'ont repêché que des corps sans vie.

Elle a été reçue par le Président Patrice Talon pour être élevée au grade de Chevalière de l'ordre de mérite. Toutes les félicitations à cette dernière.

Serge Ekué, nouveau président de la BOAD



« Le conseil des ministres de l'UEMOA vient de porter Serge Ekué à la présidence de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le 18 août 2020, sur proposition des plus hautes autorités béninoises », confirme le site FinacialAfrik. D'après le média, le nouveau patron de la BOAD dirigeait depuis 2016 les activités de Banque de Financement et d'Investissement (BFI) de Natixis pour le Royaume Uni à Londres et cumulait cette responsabilité avec celle des Solutions de Marchés pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique (EMEA). Serge Ekué est un Expert des Marchés Financiers et des Marchés de Capitaux et détenteur de l'Exécutive MBA d'HEC Paris, du DESS Banques-Finances de Paris V, du diplôme de l'institut d'Études Politiques de Bordeaux, précise FinacialAfrik. Il devrait prendre fonction le 28 août pour un mandat de 6 ans.

Aurélié Adam Soulé Zoumarou, Ministre de l'Economie Numérique



Il n'y a plus aucun doute, le domaine du numérique connaît une avancée spectaculaire. Le mérite revient à dame Aurélié Adam Soulé Zoumarou, pour son abnégation pour le travail bien fait. Pour preuve, aussitôt le dernier jury a fini ses travaux, les résultats du baccalauréat 2020 étaient disponibles gratuitement sur le site www.eresultats.bj. Il y en a de même pour d'autres plateformes de demande d'établissement de pièces administratives.

En BAISSÉ

Carlos Adohouannon extradé

Arrêté à Dakar, alors qu'il était en cavale suite à une accusation de détournement de 4 milliards FCFA au Bénin, Carlos Adohouannon est désormais dans les mains de la justice béninoise. Extradé du Sénégal, l'ex-régisseur des impôts au Bénin, accusé de détournement de plusieurs milliards de FCFA a été traduit devant la Criet. Carlos Adohouannon a été interpellé à l'aéroport International Blaise Diagne lors du contrôle des passeports, par la police sénégalaise. Après sa présentation au procureur, il a été mis sous mandat de dépôt. Il court désormais une peine de réclusion à perpétuité.



Benjamin Hounkpatin, Ministre de la Santé

Au ministère de la santé, ça grogne. Pour la première fois en 15 ans, la Commission nationale de mutations n'a pu tenir ses travaux. Les Syndicats ont vidé les lieux en protestation à la non satisfaction de la quasi-totalité de leurs revendications.



Camille Dansou, Directeur Général de la SONEB

Des factures qui vont du double au triple, et même plus. Les récriminations à propos de factures vertigineuses de la SONEB font le tour des réseaux sociaux. Au même moment, dans plusieurs quartiers de Cotonou et environs, l'eau coule à peine dans les robinets.



Baromètre international

En HAUSSE

Joe Biden, Président des démocrates



« La population du Nevada n'a pas besoin de nouvelles fanfaronnades du président, elle n'a pas besoin de ses meetings de campagne irresponsables qui ignorent la réalité du Covid-19 et menacent la santé publique », a déclaré le rival de Donald Trump. M. Trump « ne peut nier la réalité », a estimé le candidat démocrate. Plusieurs mois après avoir reconnu avoir trompé les Américains sur la pandémie, il n'a toujours aucun programme pour endiguer le Covid-19, un virus qui a tué plus de 1.400 habitants du Nevada, atteint plus de 72.000 résidents et détruit les moyens de subsistance de centaines de milliers de travailleurs dans l'État.

Le Président Trump avait initialement prévu de s'exprimer dans un hangar de l'aéroport international de Reno mais les autorités locales avaient prévenu que l'événement dépasserait le nombre limite de personnes autorisées à se rassembler pendant la pandémie (50).

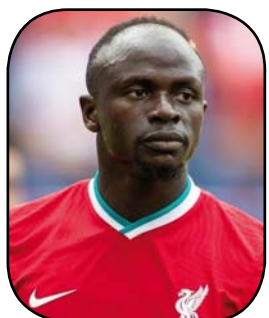
Selon le dernier bilan de l'université Johns Hopkins, plus de 6,4 millions d'Américains ont été atteints du Covid-19 depuis le début de l'année, et plus de 193.000 en sont morts.

Idriss Déby, Président du Tchad



Le chef de l'État tchadien a été élevé au rang de maréchal par les députés de la majorité et ceux d'une partie de l'opposition. Maître Jean-Bernard Padaré, porte-parole du MPS (Mouvement patriotique du salut), le parti au pouvoir, estime qu'il est tout à fait normal que le président soit honoré le jour de la fête de l'indépendance. « Les députés, élus du peuple, jettent un regard rétrospectif sur ce qui a été accompli en 60 ans et ils ont identifié un des enfants du pays qui a consacré le plus clair de son temps à défendre l'intégrité du Tchad, la sécurité de nos concitoyens, donc ils ont décidé de l'élever à la dignité de maréchal le jour des 60 ans de notre pays. C'est symbolique, pour lui dire : « Nous sommes fiers de votre engagement pour assurer l'intégrité de notre territoire et la défense de nos concitoyens. »

Sadio Mané, Attaquant à Liverpool



Champion d'Angleterre avec Liverpool, Sadio Mané a ajouté un nouveau trophée à sa collection qui commence à peser. Le Sénégalais a été désigné meilleur joueur de Premier League pour cette saison 2019-2020. Une récompense organisée par l'Association des footballeurs professionnels (PFA) et votée par les supporters. Plébiscité avec 41% des votes, le Sénégalais devance le maître à jouer de Manchester City, Kevin de Bruyne (27%), et son coéquipier en club, Trent Alexander-Arnold (17%).

En BAISSÉ

Ibrahim Boubacar Keita, ancien Président du Mali

Il y a quelques semaines, la Cédéao, la communauté des États ouest-africains, exigeait encore le retour d'Ibrahim Boubacar Keita à la tête du Mali. Cette condition n'est plus d'actualité et les négociations avec la junte au pouvoir portent désormais sur l'organisation de la transition politique dans le pays. De son côté, la France, partenaire privilégié du Mali notamment sur le plan militaire, a lâché IBK. Hospitalisé mardi 1er septembre, ses proches affirmaient qu'il s'agissait d'un contrôle médical de routine. Mais on a appris qu'IBK avait fait un accident ischémique transitoire, une forme d'AVC. Il a finalement regagné son domicile.



Mohamed Ould Abdel Aziz, ancien chef d'Etat de la Mauritanie

Selon Financial Afrik, l'ex-président (2008 à 2019) qui a échoué dans sa tentative de reprendre le Parti unioniste démocratique socialiste (PUSD) récemment a été placé en garde à vue la veille d'une conférence de presse qu'il comptait organiser afin probablement de se défendre face aux graves accusations portées contre lui, sa famille et toute une kyrielle d'anciens ministres déjà auditionnés et placés sous contrôle judiciaire. Il est reproché à l'ancien président en bisbilles actuellement avec son successeur, le chef de l'Etat Mohamed Cheikh El Ghazouani d'avoir attribué toute une série de gros contrats de gré à gré en contravention avec la loi pendant son règne et d'avoir pillé les ressources du pays.



Amadou Diaby, vice-président de la Féguifoot

Amadou Diaby, vice-président de la Fédération guinéenne de football (Féguifoot), suspendu de ses fonctions pour des faits supposés de racket envers l'ex-sélectionneur Paul Put, devra être rejugé par la Commission d'éthique de la Féguifoot. Le Tribunal arbitral du sport, qui avait été saisi par Diaby, a partiellement admis son appel. Le TAS a estimé que ses droits n'avaient pas été totalement respectés durant la procédure. En août 2019, il avait été suspendu 7 ans (dont 5 fermes) pour des faits supposés de racket envers l'ex-sélectionneur de l'équipe nationale de Guinée, Paul Put. « Pour l'essentiel, a estimé le Tribunal arbitral du sport (TAS), la Féguifoot n'a pas instruit correctement le dossier et le droit d'être entendu de l'appelant [Amadou Diaby, qui a saisi le TAS, Ndlr] n'a pas été respecté ».





Loterie Nationale du Bénin

*Chaque produit fait de vous
un millionnaire*



La LNB, les lots aux gagnants, les bénéfices à toute la nation !

Siège : Angle Avenue Clozel et Boulevard de la Marina Tél. : +229 21 31 43 00 / 21 31 23 18
E-mail : contact@loteriebenin.com - Web : www.loteriebenin.com



Présidentielle de 2021

Patrice Talon doit être candidat

Pour maintenir la dynamique imprimée au développement du Bénin depuis 2016, la rupture ne doit surtout pas manquer d'oxygène. Cet oxygène, c'est Patrice Talon. A quelques mois des échéances électorales de 2021, la posture de l'Homme d'Etat rassure. De toute façon, il pèsera de tout son poids dans cette élection. Pourquoi en douter, c'est un fait.

Pour l'heure, le Président Talon continue sa trajectoire de bâtisseur pour un bilan qu'il présentera en 2021. Bilan qui ébranlera l'opposition. Jamais loin de la chose politique depuis de nombreuses années, ce n'est pas maintenant que Patrice Talon abdiquera...

Tellement l'eau a coulé sous les ponts qu'elle a emporté avec elle, le brouillon rapide sur lequel il est écrit « Talon mandat unique ». Talon doit être candidat et comme l'a affirmé récemment dans l'une de ses analyses Moukaram A. M. BARDAROU, ancien préfet des départements de l'Ouémé et du Plateau et membre fonda-

teur du parti Union Progressiste « *les résultats du quinquennat de Patrice Talon méritent d'être poursuivis et même renforcés.* »

Pour lui, on n'arrête pas une équipe qui gagne car l'élan du Chef de l'Etat est vraiment prometteur.

Si cette candidature fait autant peur à l'opposition, c'est parce que cette dernière n'a aucun argument à faire valoir face aux performances du chantre de la rupture.

Le Président Talon doit être candidat pour pour-



UN NOUVEAU DÉPART

POUR DE L'EAU POTABLE POUR TOUS





suivre l'oeuvre afin que la trajectoire ascendante amorcée par la courbe du développement ne soit ni déclinante ni oscillante. En effet, les réalisations du Président Patrice Talon force l'admiration. Pour poursuivre et achever l'oeuvre, point n'est besoin qu'on chante ses louanges avec des marches de soutiens tous azimuts. Pour l'heure, le Président Talon continue sa trajectoire de bâtisseur pour un bilan qu'il présentera en 2021. Bilan qui ébranlera l'opposition.

Jamais loin de la chose politique depuis de nombreuses années, ce n'est pas maintenant que Patrice Talon abdiquera. Se déclarer vaincu ou abandonner, c'est vraiment mal connaître l'Homme.

Le nouveau départ de Talon, c'est le Bénin des performances

Si le silence est d'or et la parole est d'argent, sachons aussi que la parole du Chef est sacrée.

Dans le calme olympien du Président de la République, on voit transpirer en lui un peu du Mao et quelque chose de Merkel. Si le grand bond en avant de la Chine, c'est Mao Zedong ; celui du Bénin, c'est Patrice Talon.

Si Mao a fait de la Chine un pays uni, travailleur débarrassé de la dette et de domination occidentale, pourquoi quitter ce rêve déjà à portée de main avec la politique du Président Talon ?

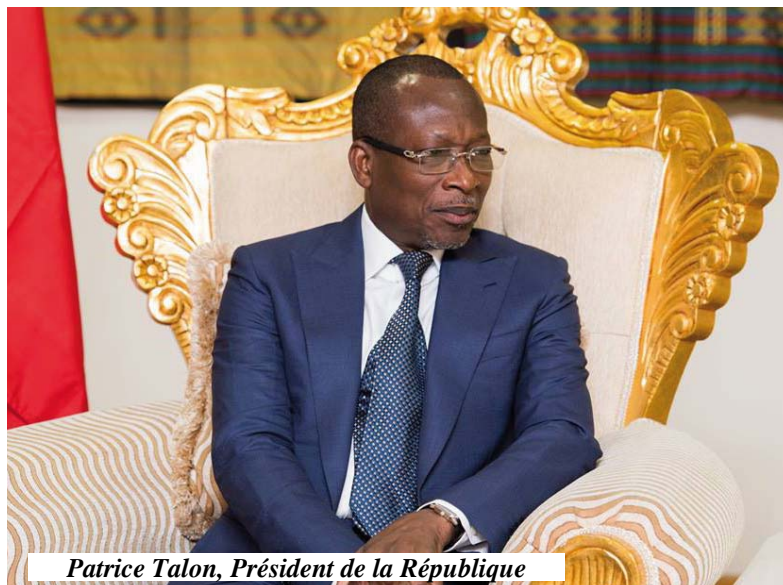
Avec la rupture, le Bénin va vers une nouvelle pensée avec des réformes globales, profondes et prudentes pour l'avenir. Tous les béninois le savent.

Le côté Merkel de Patrice Talon, c'est sa constance

dans la mise en oeuvre et la conduite de sa politique. Depuis qu'Angela Merkel gouverne, l'Allemagne se porte mieux. Et son économie est la locomotive de l'Union Européenne. Pour mener à bien le chantier du développement, l'actuel locataire du palais de la Marina ne doit surtout pas quitter le navire de sitôt. Sa candidature donne une opportunité de continuité pour la construction des fondations de notre développement. Ces efforts soutenus

Si Mao a fait de la Chine un pays uni, travailleur débarrassé de la dette et de domination occidentale, pourquoi quitter ce rêve déjà à portée de main avec la politique du Président Talon ?

Avec la rupture, le Bénin va vers une nouvelle pensée avec des réformes globales, profondes et prudentes pour l'avenir. Tous les béninois le savent.



Patrice Talon, Président de la République



Le nouveau visage des marchés de Cotonou

au cours du premier mandat devront être maintenus et renforcés à partir de 2021. Et c'est pour cette raison que Talon doit être candidat. Ce faisant, il offre ainsi aux populations le choix de la continuité dans l'efficacité. Si Talon sollicite

Quelques qualités du vice-président de Talon en 2021?

Cet homme, encore dans l'ombre que Talon et la Mouvance oindront pour cette fonction, doit être du « système ». Il peut être de l'actuel gouvernement ou non. Ce fidèle des fidèles ne doit pas être un visage totalement inconnu aux béninois. En ce qui concerne sa personnalité, il ne devra pas trainer des casseroles. Il doit être un homme intègre. Sinon on lui reprochera tout et rien juste pour affaiblir le Chef.

De même, il ne doit pas être un personnage encombrant, envahissant de peur de faire ombrage à Talon au cours de son second mandat. Un exécutif bicéphale se combattant ou allant dans des directions opposées, empoisonnerait le pouvoir. Sur la question même si l'Homme ne s'exprime pas encore, il a forcément déjà sa petite idée. Il sortira en son temps, le grand jeu.

2021 : Talon et son vice-président, un véritable « couteau suisse » dans le dos de l'opposition.

Pour dynamiter une fois pour de bon les plans de l'opposition, une batterie de réalités doivent être prises en considération pour le choix de son futur vice-président et pourquoi pas de son dauphin. C'est ici qu'un recours à l'histoire s'impose.

Sans s'y attarder, aux lendemains des indépendances des rivalités régionalistes et claniques



Le Président Talon délivrant son message





Le Stade de l'Amitié Mathieu Kérékou renové

entre Hubert Koutoukou Maga, Sourou Migan Apyth et Justin Tomètin Ahomadégbé dans la gestion des affaires de l'Etat ont vite fait de mettre à mal l'intérêt supérieur de la Nation. Sous fond de croc-en-jambe, ces derniers ont plongé le Bénin dans une grande période d'instabilité. Puisque ce n'est plus à démontrer, le stratège Talon devra tenir compte des vieilles rivalités nord-sud pour que ces démons ne soient au service de l'opposition.

Le système de rotation, de partage du pouvoir entre toutes les composantes de la nation doit lui tenir à cœur. Sa stratégie devra aller dans le sens de la préservation de l'unité nationale et la démocratie.

Pour ce choix, il pourra aussi faire un clin d'œil aux régions que je qualifierais « d'oubliées du pouvoir », où la fonction présidentielle n'a jamais atterri.

De même, pour avoir pignon sur rue, le Président Patrice Talon pourra tendre la main à ces millions de béninoises que Boni Y. hypnotisait par sa célèbre louange : « ... *Les femmes, vous êtes belles ; je vous aime...* » Une vice-présidente en 2021 pour le Bénin

pourquoi pas? Ce serait une première dans l'histoire du Bénin. Nous sommes en politique et tous les scénarii sont possibles.

Enfin pour maintenir sa troupe en ordre de bataille pour la victoire, le Président Talon doit calmer ceux dont les ambitions se sont évanouies afin qu'ils ne deviennent point un caillou dans sa chaussure.

Peut figurer sur le ticket présidentiel en 2021 à côté de Talon...

Ce fidèle des fidèles, forcément homme de réseaux tapi dans l'ombre du Président. Ce silencieux n'attend que le jour de la consécration pour apparaître.

Selon certaines indiscretions, Romuald Wadagni serait dans la course.

A seulement 43 ans, il est bien placé et jouit d'une expérience en matière de gestion des affaires publiques. Ce diplômé de Harvard Business School est non seulement une figure du gouvernement mais surtout un pion de l'exécutif Talon. C'est un technocrate dont les prouesses pour l'économie béninoise ne sont plus à démontrer.

Sur les questions de souveraineté et de la gestion des dettes, Romuald Wadagni est très à l'aise. De nombreuses distinctions consa-



Nos hôpitaux bien équipés pour faire face à toute éventualité



Un chantier d'asphaltage à Cotonou

crent ce travail minutieux à la tête du Ministère de l'Economie et des Finances.

Et si dans les couloirs de la Marina certaines voix misent sur lui comme Cheval gagnant, il reste cependant discret et rompu aux tâches du Bénin révélé. Pour l'heure, Romuald Wadagni est une image qui rassure les béninois. Et sa

mise en avant ces derniers mois dans les médias sont assez d'indices à prendre en compte.

Abdoulaye Bio Tchané

Il pourrait se positionner dans les starting-blocks pour l'élection de 2021 comme vice-Président de Patrice Talon.

Tenter à nouveau sa

chance, l'homme de 67 ans caresse ce rêve. S'il n'est plus à présenter aux béninois, idem pour son parcours. Ministre d'Etat dans l'actuel gouvernement de la rupture, sa position à la tête du Block Républicain est un atout, non des moindres.

Puisque c'est le Chef et sa famille politique qui décideront du choix de ce vice-Président, la carte du parfait inconnu mais homme de confiance de Patrice Talon plane sur le jeu.

Le Bénin des performances

En 2016, le Président Patrice Talon a, selon l'ancien Président de l'Assemblée nationale, hérité d'un Etat saccagé, fragilisé, fragmenté, banalisé, descendu de son piédestal et dans lequel tout ou presque tout devrait être réformé. Un Etat où le climat des affaires était sous le diktat d'une gouvernance populiste. La corruption, le clientélisme politique, la gabegie, le régionalisme... régnaient en maître. Après l'installation de son Gouvernement dit de la rupture, de profondes réformes sont amorcées dans divers secteurs. Dans sa vision pour relancer le développement du pays, entre autres, le Président Talon mise sur la réalisation des infrastructures routières. A cet effet, le Gouvernement a lancé le projet asphaltage.

Asphaltage : la vedette des chantiers lancés par le Président Patrice Talon

Pour de nombreux béninois, le projet asphalt-





La Cité Haie Vive entièrement bitumée

tage est la vedette des chantiers lancés à l'ère de la rupture. En effet, ce projet vise à moderniser le tissu urbain, accroître notamment le stock de voiries urbaines pour améliorer la mobilité et le cadre de vie des populations pour un essor économique. Il prend en compte les villes de Cotonou, de Porto-Novo et Sèmè-Podji, d'Abomey-Calavi, de Bohicon, d'Abomey, de Lokossa en passant par Athiémé, Natitingou, Parakou...

Ces travaux qui dureront entre 12 et 18 mois selon les autorités, seront livrés avant 2021 pour figurer au bilan des réalisations de ce quinquennat. A terme, près de 237 km de voies seront pris en compte par ce grand projet du Bénin révélé.

Toujours au titre des infrastructures, il faut noter la réfection et la construction des marchés sur toute l'étendue du territoire national. A Wologuèdè, Ouan-do, Tokplégbé, Comè, Togoudo,... les travaux avancent pour le bonheur des commerçantes et usagers. Jadis, nos marchés étaient une honte. Souvent sans latrines et décharges, ce n'étaient que des réservoirs de maladies avec des immondices, des canalisations hors d'usage.

Dans le secteur agricole, les fruits ont tenu la promesse des fleurs

L'agriculture béninoise qui avait amorcé sa traversée du désert avant 2016, a très vite repris le chemin de la croissance. En 2019, « le maïs affiche une progression de 2 % (à 1 580 750 tonnes), le riz de 8 % (à 406 083 tonnes) et le manioc de 5 % (à 4 525 450 tonnes). Les performances les plus élevées ont été enregistrées par le soja qui progresse de 56 %, soit 257 000 tonnes (contre 156 900 tonnes en 2016) et par l'anacarde, la deuxième filière nationale génératrice

de devises après le coton, qui bondit de 13 %, soit 130 276 tonnes. »

De 350 000 tonnes en 2016, la production de coton est passée à environ 700 000 tonnes en 2019. Si le Bénin caracole dans le concert des pays producteurs de coton du continent, c'est l'œuvre du Président Patrice Talon. Depuis, le cercle vicieux de la pauvreté recule et les béninois commencent par profiter de la croissance. Or avant 2016, ce secteur crucial pour l'économie nationale était arrimé au port des guerres politiques.

Patrice Talon, l'Homme des grands défis

Ces dernières années, l'eau potable et l'énergie électrique tapent la porte des ménages béninois. Le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) a battu plus que des records en la matière. Il y a peu, la SONEB, la SBEE toutes sociétés dont le B est commun aux béninois, n'avaient d'eau et d'énergie que pour les villes. Aujourd'hui, les béninois se réjouissent de la disponibilité et de l'accessibilité de ces deux denrées. Le délestage s'en va être un mauvais souvenir. Sur le plan sécuritaire, le grand banditisme, la cybercriminalité, les assassinats,... se sont évanouis. La police républicaine désormais renforcée et équipée est rentrée dans son rôle. Elle patrouille sans fin dans nos villes et campagnes.

Il y a tant à dire des belles performances du Bénin révélé sur le plan diplomatique, sanitaire, éducatif, sportif, culturel... Tellement ces différentes réalisations impactent le quotidien des béninois.

Par Charles Christel ADOMASSE



Coronavirus

La Russie affirme avoir développé le «premier» vaccin

La Russie a développé le « premier » vaccin contre le coronavirus, a affirmé le mardi 11 août dernier le Président Vladimir Poutine lors d'une vidéoconférence, assurant qu'il donnait une « immunité durable ».

« *Ce matin, pour la première fois au monde, un vaccin contre le nouveau coronavirus a été enregistré* », a dit Vladimir Poutine, en ajoutant : « *Je sais qu'il est assez efficace, qu'il donne une immunité durable* ».



Vladimir Poutine, Président de la Russie

Le Président russe a même affirmé qu'une de ses filles s'était fait inoculer le vaccin. « Elle a participé à l'expérience », a-t-il indiqué, affirmant qu'elle avait eu un peu de température, « et c'est tout ». Ce vaccin sera mis en

circulation le 1er janvier 2021, selon le registre national des médicaments du ministère de la Santé, consulté par les agences de presse russes.

Après moins de deux mois d'essais cliniques chez l'homme, cette autorisation ouvre la voie à l'utilisation à grande échelle du vaccin à la population russe, et cela même si les dernières phases de ces essais se poursuivent afin de déterminer son innocuité et son efficacité.

La Russie avait assuré, ces dernières semaines, la production prochaine de milliers de doses de vaccins contre le nouveau coronavirus et « plusieurs millions » dès le début de l'année prochaine. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) avait réagi en plaidant pour le respect des protocoles et réglementations en vigueur dans le développement d'un vaccin contre le Covid-19. Ces mises en garde n'ont pourtant pas déstabilisé Vladimir Poutine.

Un vaccin baptisé « Sputnik V »

La Russie travaille depuis des mois, comme de nombreux autres pays dans le monde, sur plusieurs projets de vaccins contre le Covid-19. Celui mis au point par le centre Gamaleïa l'est en collaboration avec le ministère de la Défense.

Jusqu'ici, la Russie n'a pas publié d'étude détaillée des résultats de ces essais. Résultats qui permettent d'établir l'efficacité des produits qu'elle dit avoir développés.

Le vaccin contre le coronavirus développé par la Russie a été baptisé « Sputnik V » (V comme vaccin, NDLR), en référence au satellite soviétique, premier engin spatial mis en orbite, a déclaré le président du fonds souverain impliqué dans son développement. « Plus d'un milliard de doses » ont été précommandées par 20 pays étrangers, a affirmé Kirill Dmitriev, précisant que la phase 3 des essais a commencé. Le fonds souverain a précisé que le début de la production industrielle était prévu en septembre.

Santé

La Polio est éradiquée en Afrique, affirme l'OMS

L'Organisation mondiale de la santé a certifié, le 25 août dernier, que le continent africain était « exempt de poliovirus sauvage », quatre ans après l'apparition des derniers cas dans le nord-est du Nigeria, région dévastée par un conflit contre les jihadistes de Boko Haram.

« Grâce aux efforts déployés par les gouvernements, le personnel soignant et les communautés, plus de 1,8 million d'enfants ont été sauvés » de la polio, se réjouit l'OMS dans un communiqué.

Provoquée par le « poliovirus sauvage » (PVS), la poliomyélite est une maladie infectieuse aiguë et contagieuse qui touche principalement les enfants, attaquant la moelle épinière et pouvant provoquer une paralysie irréversible. Elle était endémique partout dans le monde, jusqu'à la découverte d'un vaccin dans les années 1950. Les pays les plus riches y ont eu rapidement accès, mais l'Asie et l'Afrique sont restées longtemps d'importants foyers infectieux.

Le Nigeria, épice de la maladie dans les années 2000

Épice de la maladie dans le monde au début des années 2000, le Nigeria, géant africain de 200 millions d'habitants, était toujours touché par le mal. Dans le Nord musulman, sous la pression des milieux salafistes, les campagnes de vaccination antipolio s'étaient arrêtées entre 2003 et 2004, accusées par la rumeur d'être l'outil d'un vaste complot international pour stériliser les musulmans.

Il a fallu un énorme travail avec les chefs traditionnels et religieux pour convaincre les populations de faire vacciner leurs enfants. Pourtant, dès 2009, l'émergence du conflit contre Boko Haram a douché les espoirs d'avoir enfin éradiqué la maladie : en 2016, quatre nouveaux cas de poliomyélite étaient enregistrés dans l'État du



Une campagne de vaccination antipolio

Borno, dans le nord-est du pays, foyer de l'insurrection jihadiste.

Situation sécuritaire volatile

La situation sécuritaire reste extrêmement volatile dans le nord-est du Nigeria, dont Boko Haram et le groupe État islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap) contrôlent de larges zones, particulièrement autour du lac Tchad. Dans les zones partiellement accessibles, les campagnes de vaccinations ont été menées sous protection de l'armée et des milices d'autodéfense. Dans les zones totalement contrôlées par les jihadistes, l'OMS et ses partenaires ont approché les populations sur les routes ou les marchés pour tisser un réseau « d'informateurs santé » et des « sentinelles » pouvant alerter de cas ou de potentielles épidémies.

En 1988, l'OMS dénombrait 35 000 cas à travers le monde et encore plus de 70 000 cas rien qu'en Afrique en 1996. Mais grâce à une rare prise de conscience collective et à d'importants efforts financiers - 19 milliards de dollars sur 30 ans - seuls deux pays au monde comptent aujourd'hui des contaminations par le « poliovirus sauvage » : l'Afghanistan, avec 29 cas en 2020, et le Pakistan, avec 58 cas recensés



Arbecos et les œuvres sociales au Bénin

Chakira Salami comme Mère Theresa

Cette association qui fait œuvre utile depuis sa création est dirigée par Madame Chakira Salami. Beninoise très attachée aux valeurs sociales et patriotiques, elle ne rate aucune occasion pour donner le meilleur d'elle-même afin d'aider les enfants déshérités.

L' Association Bénin Argenteuil Coopération et Solidarité (ARBECOS) est créée le 26 Juin 2013 en France. Elle est basée précisément à Argenteuil et régulièrement en activité depuis sept ans.

Functionnant par adhésion volontaire, elle a pour but de contribuer à une meilleure enfance, de venir en aide aux couches vulnérables particulièrement aux enfants, d'aider à une meilleure scolarisation des enfants démunis. C'est en droite

ligne de ses objectifs que l'ARBECOS vole souvent au secours de plusieurs écoles dans les villages du Bénin en les dotant des mobiliers de bureau et des matériels didactiques. Dans le cadre de la coopération décentralisée et du co-développement, elle a signé à la Mairie

d'Argenteuil, un accord de partenariat avec l'Orphelinat ARBRE DE VIE installé dans le département du couffo.

Cette association qui fait œuvre utile depuis sa création est dirigée par Madame Chakira Salami. Beninoise très attachée aux valeurs



sociales et patriotiques, elle ne rate aucune occasion pour donner le meilleur d'elle-même afin d'aider les enfants déshérités. Bien que résidente en France et donc loin du Bénin, son cœur bat pour son pays particulièrement pour les plus pauvres. Elle se mobilise et fait mobiliser pour contribuer à une meilleure enfance des âmes sans défense. Beaucoup d'actes généreux sont à son actif et font parler d'elle. D'aucuns l'assimilent d'ailleurs à une sorte de réincarnation de Mère Theresa. En vérité, c'est pour dire que, comme cette brave dame, Madame Chakira Salami se donne corps et âme pour soutenir les plus vulnérables. Elle le fait partout et particulièrement en direction de son pays natal et ce, sans distinction de communes ou de départements et sans distinction d'ethnies ou de religions.

Toujours présente quand il s'agit du social, elle fait preuve de générosité et sait se battre pour le rayonnement du Bénin, l'émancipation des femmes béninoises, l'amélioration des conditions d'étude des écoliers issus des milieux les plus pauvres. Madame Chakira Salami est un exemple à suivre.

Des œuvres sociales de l'ARBECOS que dirige Madame Chakira Salami, on peut citer à titre d'exemples : le don de matériels scolaires en 2015 à la «Fondation Coeur à Coeur» au Bénin. Cette action a permis d'équiper de nombreuses écoles dans le septentrion notamment dans le départe-

tement de la Donga. Les différents dons en direction de l'Orphelinat «Arbre de Vie» particulièrement les vivres et les masques envoyés aux enfants cette année pour se protéger contre le coronavirus.

Par ailleurs, Madame Chakira Salami fait preuve d'un leadership avéré. C'est le cas lors de la journée du forum des Associations, le 08 septembre 2018 où l'ARBECOS a été représentée à un stand du forum d'Argenteuil dans l'espace de la salle Jean Vilar. Ses interventions et son activisme ne laissent personne indifférente.

Soulignons enfin que l'ARBECOS compte dans ses rangs au Bénin des

personnalités comme Habib Bello chargé de mission et l'ancien Préfet des départements de l'Ouème et du Plateau, Moukaram A.M. BADAROU.

Par Jules BOCO

Des œuvres sociales de l'ARBECOS que dirige Madame Chakira Salami, on peut citer à titre d'exemples : le don de matériels scolaires en 2015 à la «Fondation Coeur à Coeur» au Bénin. Cette action a permis d'équiper de nombreuses écoles dans le septentrion notamment dans le département de la Donga. Les différents dons en direction de l'Orphelinat «Arbre de Vie» particulièrement les vivres et les masques envoyés aux enfants cette année pour se protéger contre le coronavirus.



Chakira Salami, Présidente de la «Fondation Coeur à Coeur»

LA ROCHE

Depuis 1979



Nos matériaux au service de la construction



Tél : + 229 21 33 05 95

www.larochebenin.com

La Roche facilite le financement
des matériaux de votre maison

Structure de grande envergure, spécialisée dans la vente des matériaux de construction, la Roche a fait ses preuves et continue de faire parler d'elle depuis des lustres. Malgré la présence d'autres structures sœurs, la Roche a su s'imposer à travers la qualité de ses produits, du service après-vente, de son équipe technico-commerciale, etc...pour ne citer que ceux-là. Elle détient à son actif, une clientèle de professionnels et de particuliers, dont son objectif principal est de les satisfaire. Une gamme importante de produits est mise à la disposition de cette dernière pour tous leurs besoins en matériaux de construction. Présente dans d'autres pays de la sous-région, elle imprime la marque de la meilleure qualité et est une référence dans son domaine. Le mérite revient à son responsable et à son équipe constitué de professionnels dont le seul but est d'être le meilleur dans le monde entier.



Présidentielles de 2021 au Congo

Denis Sassou Nguesso pour continuer l'œuvre

Au cours de l'année 2021, les congolais se rendront aux urnes pour désigner celui qui présidera aux destinées du Congo pour les cinq prochaines années. Le parti congolais du travail (PCT) travaille à faire réélire son champion, l'actuel Président de la République, Denis Sassou Nguesso qui selon eux, dispose d'un bon bilan et qui doit continuer ce qu'il a bien commencé. Le nom de ce probable candidat à sa succession n'est inconnu des congolais encore moins de beaucoup d'africains. Qui est-il en réalité ?

Denis Sassou-Nguesso, puisque c'est de lui qu'il s'agit, est né en 1943 à Edou, petit village aux environs d'Oyo, dernier enfant d'une fratrie dont le père est Julien Nguesso et la mère Émilienne Mouebarra. Il est marié à Antoinette Tchibota et est père de plusieurs enfants.

Il a fréquenté l'école primaire d'Edou, puis d'Owando, alors appelé Fort-Rousset. De 1956 à 1960, il est élève au collège normal de Dolisie (Mbounda) pour devenir instituteur. Après l'obtention de son brevet, il passe avec succès un



Le Président Denis Sassou Nguesso au contact de sa population

concours de sélection d'élèves-officiers de réserve. En 1961, il suit la préparation militaire supérieure à Bouar

en Centrafrique, avant la formation de l'École interarmes des officiers de réserve de Cherchell en Algérie.





Denis Sassou Nguesso inaugure 3 nouveaux quais au PAPN

Rentré au Congo en 1962, il est reversé dans le cadre des officiers d'active avec le grade de sous-lieutenant. L'année suivante, il intègre l'École d'application de l'infanterie de Saint-Maixent-l'École. Il en sort avec le grade de lieu tenant et devient parachutiste.

Il est l'un des premiers officiers du groupement aéroporté, premier bataillon parachutiste de l'armée congolaise, créé en 1965 sous le commandement du capitaine Marien Nguoubi.

Rentré au Congo en 1962, il est reversé dans le cadre des officiers d'active avec le grade de sous-lieutenant. L'année suivante, il intègre l'École d'application de l'infanterie de Saint-Maixent-l'École. Il en sort avec le grade de lieutenant et devient parachutiste.

Il est l'un des premiers officiers du groupement aéroporté, premier bataillon parachutiste de l'armée congolaise, créé en 1965 sous le commandement du capitaine Marien Nguoubi. De 1968 à 1975, il commande successivement le groupement aéroporté, l'armée de terre et la zone militaire de Brazzaville (ZAB), puis dirige la Sécurité d'État (services de renseignement du Congo). Il devient capitaine, puis commandant (il deviendra par la suite colonel).

À partir du milieu des années 1960, Sassou-Nguesso est dans la mouvance des officiers progressistes conduite par Marien Nguoubi, qui mène une fronde

sourde contre le pouvoir de Massamba-Débat.

Le 31 décembre 1969, il fait partie des membres fondateurs du Parti congolais du travail (PCT), nouveau parti unique d'idéologie marxiste-léniniste, au pouvoir sous le nouveau régime de la République populaire du Congo. Il devient membre du bureau politique après le congrès extraordinaire du PCT de mars 1970 qui suit le putsch manqué du lieutenant Pierre Kinganga.

Le 18 mars 1977, alors que Marien Nguoubi vient de mourir

chez lui, victime d'une fusillade. Sassou-Nguesso, en sa qualité de ministre de la Défense, fait procéder à l'arrestation de plusieurs personnalités politiques et à la mise aux arrêts de certains membres de la garde présidentielle. Il dépêche un avion à Pointe-Noire pour ramener Jean-Pierre Thystère-Tchicaya et Jean-Pierre Ngombé, qui s'y trouvent en séjour. Au cours de la réunion de crise qui se tient dans la soirée au ministère de la Défense, il convainc les 3 autres membres de l'EMSR de la nécessité d'instituer un Comité militaire du parti, doté des pouvoirs exécutifs de la République, en remplacement de l'EMSR, vu la gravité de la situation. Dans la nuit, Thystère-Tchicaya, numéro un du régime après la disparition de Nguoubi, réunit le Comité central et fait entériner la création du CMP.

Le 2 avril 1977, Sassou-Nguesso prononce l'oraison funèbre de Marien Nguoubi. Le 3 avril, Le CMP promulgue un acte fondamental qui abroge la Constitution de 1973. Sa structure définitive est rendue publique : Yhombi-Opango en est le président, et de droit président de la République du Congo.



Denis Sassou Nguesso candidat de son parti à la présidentielle de 2021



Denis Sassou Nguesso plante des arbres à Obouya département de la Cuvette....

sou-Nguesso est le Premier vice-président, chargé de la coordination des organisations de masses du parti. Louis Sylvain-Goma, deuxième vice-président du CMP, est nommé Premier ministre et forme un gouvernement dans lequel Sassou-Nguesso conserve le poste de Ministre de la Défense. À partir du deuxième semestre de l'année 1978, il entre en conflit larvé avec Yhombi-Opango, cultivant dans l'opinion l'image d'un homme simple, affable, proche du peuple et fidèle à la ligne de Marien Ngouabi.

En début d'année 1979, coalisé avec les barons du PCT marginalisés par Yhombi-Opango (Thystère-Tchicaya, Pierre Nze, Bokamba-Yangouma, etc), il pousse les organisations de masse du PCT (CSC, URFC et UJSC) à réclamer la tenue d'une session extraordinaire du Comité central, mis en veilleuse depuis l'institution du CMP. La réunion s'ouvre le 5 février 1979. Dès le premier jour, Yhombi-Opango, mis en minorité, est contraint d'accepter la dissolution du CMP et la fin de son mandat à la tête de la République.

Le 8 février 1979, le comité central nomme Sassou-Nguesso

président provisoire et convoque le 3e congrès extraordinaire du parti. Celui-ci se tient fin mars 1979 et l'élite président du comité central du PCT, est de droit président de la République pour cinq ans. Il nomme Louis Sylvain-Goma Premier ministre, et conserve lui-même le poste de ministre de la Défense. Le 8 juillet, il fait adopter par référendum une nouvelle Constitution, qui pour l'essentiel remet en vigueur les institutions politiques d'avant le CMP. Le 14 août, il libère tous les prisonniers politiques (condamnés de l'affaire Ngouabi et autres).

Aux débuts de son mandat, il se positionne par rapport à Marien Ngouabi. À la fois dans la continuité, affectant la même simplicité et la même proximité au peuple, et en rupture, se posant comme l'homme des actions concrètes.

Les grands bouleversements internationaux du début de la décennie (chute du mur de Berlin, fin de l'apartheid et libération de Nelson Mandela, ouverture démocratique du bloc de l'Est, fin du parti unique au Bénin et au Zaïre) suscitent un certain activisme dans le microcosme politique et une grande attente dans



... puis les arrose pour la survie de l'humanité.

l'opinion nationale. Denis Sassou-Nguesso s'efforce de conserver le pouvoir dans un contexte marqué par le mécontentement populaire et l'agitation sociale, dont témoigne notamment la grève générale des 14-15 septembre





Le Président Denis Sassou Nguesso prêtant serment en 2016

Le 14 août 1990, dans son discours à la nation, il annonce la libération de tous les prisonniers politiques et confirme sa volonté d'ouvrir le pays au multipartisme.

1990.

Le 14 août 1990, dans son discours à la nation, il annonce la libération de tous les prisonniers politiques et confirme sa volonté d'ouvrir le pays au multipartisme.

Le congrès de la Confédération syndicale congolaise (CSC) de septembre 1990 s'ouvre sur la déclaration d'indépendance du syndicat unique vis-à-vis du PCT. Les délégués réclament la hausse des salaires, ainsi que le dégel des avancements dans la fonction publique, et s'invitent sur le champ politique en exigeant une ouverture démocratique immédiate. Il suspend alors le congrès de la CSC et en dissout le comité directeur. Il constitue un directoire provisoire, qui a à sa

tête Simon-Pierre Gouoniba-Nsari. Le secrétaire général de la CSC, Jean-Michel Bokamba-Yangouma, réplique en appelant les travailleurs à une grève générale. Celle-ci est suivie par tous. Au bout de trois jours de paralysie générale du pays, il est contraint de céder. La CSC peut reprendre son congrès et le pouvoir lui donne satisfaction sur toutes ses revendications.

La session du comité central du PCT de fin septembre 1990 confirme le recul du pouvoir. Elle décide l'instauration immédiate du multipartisme et la prochaine convocation d'une conférence des partis.

La Conférence nationale se tient du 25 février au 10 juin, réunissant 1 100 personnes (re-

présentants des partis et associations politiques). En mars 1992, la nouvelle Constitution est massivement adoptée par référendum. Elle entérine la démocratie multipartite dans le pays et instaure un régime semi-parlementaire concentré autour de trois organes politiques : le Président de la République, le Premier ministre et le Parlement bicaméral. Le président de la République est élu pour 5 ans au suffrage universel direct, rééligible une fois.

Les élections locales et législatives de 1992 relèguent le PCT au rang de troisième force politique du pays, derrière l'Union panafricaine pour la démocratie sociale de Pascal Lissouba et le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral de Bernard Kolélas. À l'élection présidentielle d'août 1992, Sassou-Nguesso obtient 16,87 % des voix en troisième position derrière Lissouba et Kolélas. En position d'arbitre pour le second tour, il s'accorde avec Lissouba pour le deuxième



tour de la présidentielle et leurs partis respectifs signent un accord de gouvernement. Le chef de l'UPADS arrivé en tête au premier tour avec plus de 39 % des voix, l'emporte nettement au deuxième tour.

Le 31 août 1992, Sassou-Nguesso effectue la passation de



Le pont qui relie Brazzaville à Kinshasa



L'Université Denis Sassou Nguesso de Kintélé

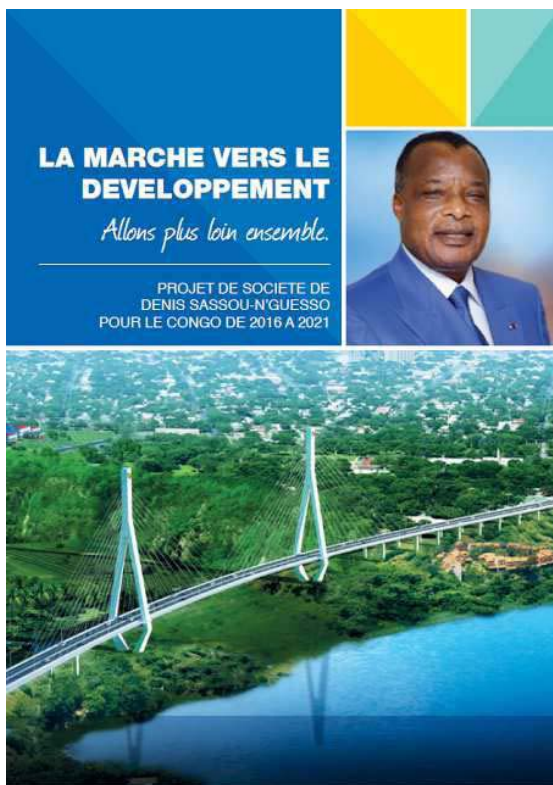
pouvoir avec Pascal Lissouba. Pour la première fois depuis 1968, il est déchargé de toute responsabilité publique.

Quelques mois plus tard, Denis Sassou-Nguesso se retire à Oyo. Plusieurs officiers originaires du Nord du pays, forcés au désœuvrement par le gouvernement, puis radiés, se rapprochent de lui et encadrent la milice privée qui l'entoure.

En 1995, il s'exile volontairement en France, où il réside dans sa villa du Vésinet. Durant cette période, son allié Kolelas se rapproche progressivement de Lissouba.

Le 26 janvier 1997, il revient au Congo. À Brazzaville comme à Pointe-Noire, il est accueilli avec ferveur par des foules immenses. Aux premières heures du jour, le 5 juin 1997, un détachement militaire lourdement armé encercle la résidence privée de Sassou-Nguesso dans le quartier de Mpila. S'estimant menacé, celui-ci réplique et ouvre le feu immédiatement. Au cours de la journée, le ministre de l'Intérieur, Philippe Bikinkita, justifie le déploiement militaire autour de la résidence de Sassou-Nguesso et le présente a posteriori comme étant une simple opération de police visant l'arrestation de Pierre Aboya, officier impliqué dans la fusillade d'Owando qui aurait trouvé refuge chez l'ancien président. Peu d'observateurs jugent crédible la justification du gouvernement.

Le 15 octobre 1997, l'armée angolaise s'engage dans le conflit aux côtés de Sassou-Nguesso et fait pencher la balance en sa faveur. Le 15 octobre, les forces de Lissouba sont défaites. Pascal Lissouba et ses proches quittent le pays. Les forces de Sassou-Nguesso, appuyées, outre l'armée angolaise, par des soldats tcha-



diens et des mercenaires rwandais, contrôlent les principales villes du pays. Sassou reprend les destinées du pays en main.

Ayant repris le pouvoir, il travaille à reconstruire le Congo. Sous sa présidence, le pays, qui d'abord a accumulé la plus grande dette du monde par tête d'habitant, renoue avec une croissance solide, constamment supérieure à 2 % depuis 2004. Le PIB, de 5 milliards en 1997, augmente pour atteindre 35 milliards en 2017.

Le pays a retrouvé la paix et le vivre ensemble. Les congolais connaissent désormais sa valeur après avoir vécu des moments difficiles de guerres des années de la présidence du Pr Pascal Lissouba. Les congolais souhaitent pérenniser cette paix et continuer à construire leur pays. C'est

d'ailleurs pour ça que bon nombre d'entre eux continuent de penser que l'actuel président demeure la solution à leur problème. Denis Sassou Nguesso doit donc continuer à conduire le pays et il lui revient de trouver en plus de ce qu'il sait faire déjà, d'autres recettes pour pouvoir satisfaire des nouvelles exigences de son peuple et ceci en phase avec l'ère du temps.

Par Mick de BADAR

Les congolais souhaitent pérenniser cette paix et continuer à construire leur pays. C'est d'ailleurs pour ça que bon nombre d'entre eux continuent de penser que l'actuel président demeure la solution à leur problème. Denis Sassou Nguesso doit donc continuer à conduire le pays et il lui revient de trouver en plus de ce qu'il sait faire déjà...



Le couple Sassou Nguesso en première ligne prêt pour de nouveaux challenges

Football

Lionel Messi aurait bien décidé de quitter le FC Barcelone



Selon plusieurs médias argentins et espagnols, Lionel Messi ne veut plus jouer avec son club de toujours, le FC Barcelone. L'Argentin aurait indiqué à la direction du Barça sa décision d'appliquer une clause de son contrat qui lui permettrait de s'en aller librement. Pour le club catalan, c'est un énorme coup dur en plus.



Lionel Messi exhibant l'un de ses trophées

Tremblement de terre sur la planète football ! Le 25 août dernier, la presse sportive argentine et espagnole était en émoi. Le journal Olé et la chaîne TyC Sports (Argentine), les médias Marca et Mundo Deportivo (Espagne), tous sont unanimes : Lionel Messi aurait officiellement demandé à la direction du FC Barcelone de le laisser partir.

Messi voudrait activer sa clause de départ, 20 ans après son arrivée

L'Argentin, âgé de 33 ans, voudrait mettre un terme à une aventure débutée en 2000 en Catalogne. Il n'avait que 13 ans lorsqu'il

est arrivé au centre de formation du FC Barcelone. En 2004, à 17 ans, il faisait ses débuts au niveau professionnel avec le maillot blaugrana sur les épaules. Depuis, Lionel Messi est devenu l'un des meilleurs joueurs de l'histoire du football, remportant notamment six fois le Ballon d'Or. Cette année 2020 va peut-être bien marquer la fin d'une ère.

Fin 2017, l'attaquant prolongeait son contrat avec le Barça jusqu'en 2021. Il lui reste donc encore un an de contrat à honorer. Cependant, Leo Messi disposerait d'une clause qui lui permettrait de quitter le club libre à chaque fin de saison. C'est cette clause qu'il comptait appliquer. Des



rumeurs à ce sujet circulaient déjà depuis quelques jours. Mais ce ne sera peut-être pas aussi simple, car selon la presse argentine et espagnole, son contrat précise que cette option n'est valable que jusqu'au 1er juin. Une bataille juridique pourrait avoir lieu entre le meilleur buteur de l'histoire du Barça et ses dirigeants.

L'humiliation face au Bayern (8-2)

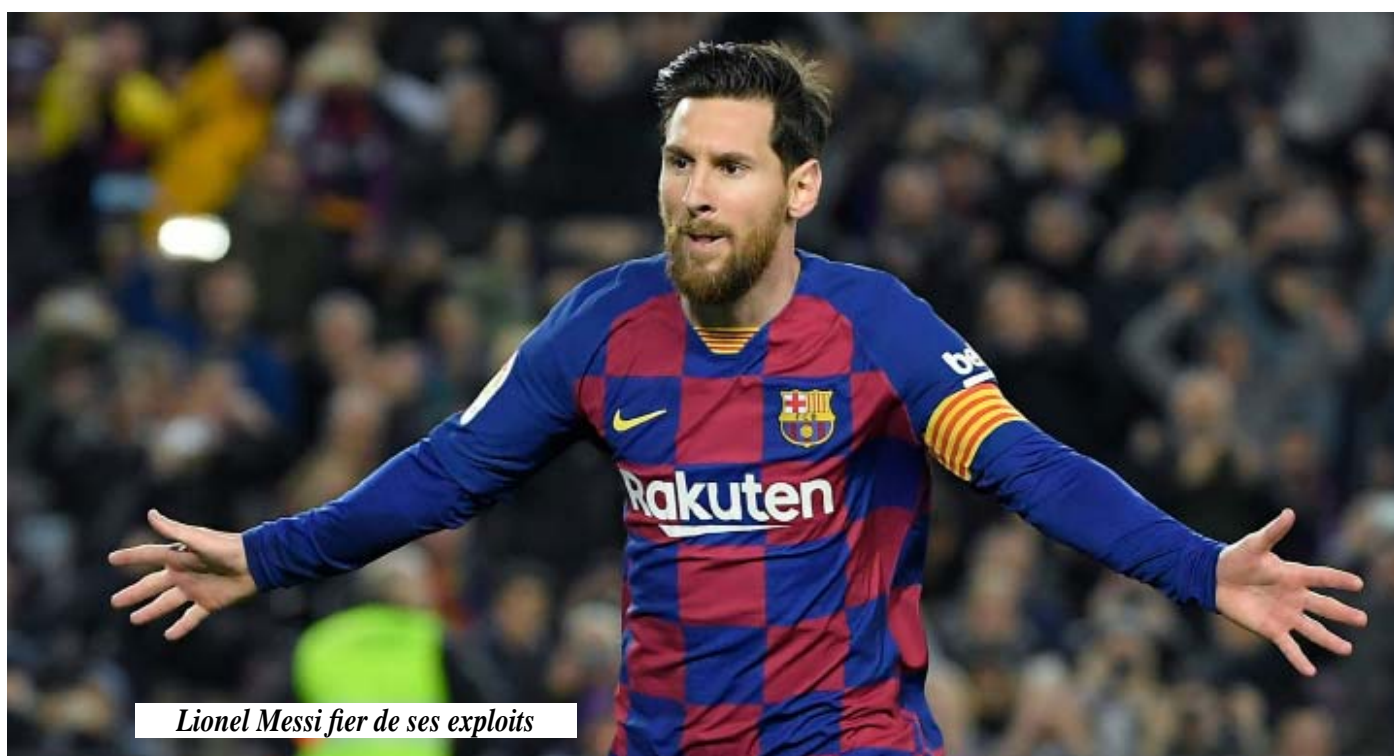
Difficile d'imaginer le FC Barcelone sans son joyau argentin, tant celui-ci a brillé ces 15 dernières années et mené son équipe jusqu'au sommet. Ce scénario risquait de devenir réalité. Carles Puyol, ancien capitaine et ancien coéquipier de Lionel Messi, s'est déjà exprimé sur Twitter. «*Respect et admiration, Leo. Tout mon soutien, mon ami*», a-t-il écrit. Un



message qui ressemble à des adieux.

Depuis plusieurs saisons, le Barça navigue en eaux troubles : départ de Neymar au PSG en 2017, tensions internes au sein de la direction, instabilité chronique au poste d'entraîneur (Ronald Koeman vient de remplacer Quique Setien), transferts ratés, désillusions européennes

en série... La dernière humiliation subie face au Bayern Munich en quarts de finale de la Ligue des champions, le 14 août dernier à Lisbonne (8-2), a fait très mal. Messi l'a mal vécu. Mais pour le bonheur de ses fans, Léo est revenu sur sa décision et l'aventure se poursuit.



Lionel Messi fier de ses exploits

Billet

Covid-19 : Pour l'heure, la voie des mesures barrières est la bonne

Ecrire une comédie ayant pour thème la Covid-19, l'exercice n'est franchement pas aisé. Tellement, la brutalité et l'appétit vorace de cette pandémie ont arraché Césars et Oscars à de nombreuses fictions.

Ma tranche sucrée-salée est une interrogation. Non! deux.

Chers terriens, peut-on dire que cette maladie a une affection pour les humains ?

En tout cas, vu les deuxièmes vagues annoncées ça et là, tout porte à croire que la pieuvre veut vivre avec nous.

A cause de ses bras à grande intelligence, il est difficile aujourd'hui, de se saluer en se serrant la main ou de s'embrasser.

...Tant de vies, de joies, d'histoires et d'espoirs ont été les victimes de cet amant assas-

sin : le coronavirus.

Quel est ce sortilège venu de Chine qui résonne avec phobie et confinement ?

Quand un mal a son antidote, entre le patient et la pharmacie, c'est la lune de miel dans une fièvre de dépenses. Mais à l'heure du coronavirus, toutes les affections sont salées. Ô Ciel, faut-il qu'on en souffre pour toujours...

Le cœur appelle à la fin du concours macabre.

« *Maudit soit la Covid-19 contrairement à son grand-père le paludisme...* » disait dans une causerie une connaissance étudiant en Médecine. Stupéfait ! Je compris qu'exercer la médecine sous les tropiques, c'est un peu pactiser avec les moustiques. Oui, médecins et moustiques oeuvrent pour une même paroisse : la maladie. Ils manient la même arme : la piqûre. Heureusement l'un pour le bien-être des hommes et l'autre pour le mal. Fin de la comédie.

A cette ère où une simple toux récidiviste dans un marché ou un lieu public fait l'effet d'un « attentat kamikaze », les gestes barrières s'imposent.

Refusant d'être le garde-manger des moustiques, ma famille et moi dormions sous moustiquaire imprégnée. En ville, les masques, le respect de la distanciation sociale et règles d'hygiène prennent le témoin.

S'il n'est aisé pour un Maire d'une commune urbaine de Sibérie de se vanter en hiver d'avoir déneigé toutes les routes de sa ville, alors ne crions pas encore victoire. Même si le virus a pris l'ascenseur, la traque se poursuit.

Par Charles Christel ADOMASSE



MINISTÈRE DE LA SANTÉ
RÉPUBLIQUE DU BENIN

ALERTE CORONAVIRUS

**TOUTE PERSONNE EN PROVENANCE
D'UN PAYS TOUCHÉ PAR
L'ÉPIDÉMIE AU CORONAVIRUS,
DOIT APPELER IMMÉDIATEMENT
L'UN DES NUMÉROS SUIVANTS :**



**95 36 11 07
51 02 00 00
51 04 00 00**

**ET SE METTRE SANS DÉLAI EN
AUTO-ISOLEMENT À DOMICILE
ET SANS AUCUN CONTACT
PENDANT 14 JOURS**






SOBEBRA

SOCIÉTÉ BÉNINOISE DE BRASSERIES



Les produits
Sobeбра disponibles

24H
sur
24



PK 2.5 Route de Porto-Novo 01 BP 135 Cotonou (Rép. du Bénin)

Tél. : (+229) 21 33 11 24 • Email : infos@sobeбра.bj • Web [http : //sobeбра-bj.com/](http://sobeбра-bj.com/)

LA GENERALE DES SERVICES



SERVICE COMMUNICATION

- Etudes et Conseils en Communication
- Post-production audiovisuelle et Diffusion grâce aux partenaires audio-visuels
- Edition et Impression
- Préservation de l'image et Promotion des entreprises ou de leurs produits, des Institutions publiques, des personnalités publiques
- Un journal en ligne : www.beninespoir.com pour un meilleur relais

SERVICE IMMOBILIER

- Achat et Vente de Parcelles et Maisons en toute sécurité à de meilleurs prix
- Location de logement et de bureau
- Gestion immobilière

SERVICE SECURITE PRIVEE

- ▶ Gardiennage et Surveillance
- ▶ Garde-corps et protection rapprochée
- ▶ Sécurité événementielle
- ▶ Vente des matériels de sécurité privée.

Votre satisfaction, notre priorité !!!

01 BP 5704 Cotonou - Tél : 229 21 03 31 89/96 94 06 06

Email : lageneraledesservices@yahoo.fr lgssecurites@yahoo.com